

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 468

3 juillet 2000

SOMMAIRE

Alimentation Générale Cruz-Pirri, S.à r.l., Luxembourg	page 22457	(The) Establishment Trust, Sicav, Luxembourg ..	22459
Allied International Investments Holding S.A., Senningerberg	22452, 22453	Fiduciaire DMD, S.à r.l., Ettelbruck	22458
Asfeld S.A.	22458	ING Index Linked Fund, Sicav, Strassen	22462
Bayerische Landesbank International S.A., Luxembourg	22451	International Management & Services Corporation S.A., Luxembourg	22425
Belicav, Sicav, Luxembourg	22460	Insinger Global Asset Selection, Sicav, Luxembg	22434
B.S. Quartz Engineering S.A., Luxembourg	22426	Invesco GT US Small Companies Fund, Sicav, Luxembourg	22461
Castell Concept, Luxembourg	22436	I.P.R.S. S.A.H., Luxembourg	22418
Cavendish Property S.C.I., Luxembourg .	22456, 22457	I.R.D. S.A., Steinfort	22418
CDC SP S.A., Sicaf, Luxembourg	22450	LEV - Luxemburger Elektro Vertrieb A.G., Weiswampach	22459
C.D.G. Participations S.A., Luxembourg	22445	L.F.P., S.à r.l.	22418
Centre de l'Artisan S.A., Ehlange/Mess	22451	Logistic Contractors Centre S.A., Luxembourg ..	22423
CFT Trust S.A., Luxembourg	22452	Metal Invest International S.A.	22460
CGD Luxemburgo S.A., Luxembourg	22452	Multi-Funds, Sicav, Strassen	22461
CGS International Holdings (Luxembourg) S.A., Luxembourg	22454	Nomura Global Fund, Sicav, Luxembourg	22464
China Vision, Sicav, Luxembourg	22434	Noramco Asset Management S.A., Luxembourg ..	22427
CL Earth Fund, Luxembourg	22453	Noramco Quality Fund, Fonds Commun de Placement	22445
Climmolux S.A., Luxembourg	22432	Nord Viandes S.A., Bigonville	22418, 22419
Cofidilux S.A., Luxembourg	22452	Orange Blossom S.A.	22425
Compagnie Belge d'Irrigation et d'Assainissement S.A., Luxembourg	22451	Pharos Holding S.A.H., Luxembourg ...	22430, 22432
Dara - Lux A.G., Weiswampach	22427	Placolux S.A., Crendal	22420
Domanium S.A., Luxembourg	22432	Prestige Luxembourg, Sicav, Luxembourg	22458
Dony, S.à r.l., Esch/Alzette	22454	Rest Invest International S.A., Luxembourg	22459
D.V. Management S.A., Luxembourg	22424	Star-Services S.A., Steinfort	22427
Edesa S.A.H., Luxembourg	22418	Sun Life Global Portfolio, Sicav, Luxembourg ...	22462
Energy International N.V.	22460	Terra Consult Participations S.A., Luxembourg ..	22464

I.P.R.S. S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R. C. Luxembourg B 34.307.

Démissions - Siège social

L'ensemble des administrateurs de la société ont, en date du 5 juillet 1994, démissionné de leurs fonctions d'administrateur, et ce avec effet immédiat.

Le Commissaire aux comptes a, en date du 5 juillet 1994, démissionné de ses fonctions, et ce avec effet immédiat.

Le siège social a été dénoncé par la société soussignée en date du 5 juillet 1994 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 mai 2000.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2000, vol. 537, fol. 92, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32417/636/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2000.

I.R.D., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 3, rue de Kleinbettingen.
R. C. Luxembourg B 68.449.

Il résulte d'un courrier recommandé adressé aux responsables de la société anonyme I.R.D. avec siège à L-8436 Steinfort, 3, rue de Kleinbettingen, en date du 6 juin 2000 que PRESTA-SERVICES, S.à r.l., a déposé son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Pour inscription - réquisition - modification

Signature

Enregistré à Capellen, le 9 juin 2000, vol. 136, fol. 15, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(32418/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2000.

L.F.P., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 23.956.

La FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES fait savoir qu'elle a dénoncé le siège de la société L.F.P., S.à r.l. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 juin 2000.

Pour extrait conforme

Pour réquisition et publication
FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2000, vol. 537, fol. 80, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32435/502/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2000.

NORD VIANDES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 15, rue du Bois.
R. C. Diekirch B 5.323.

La soussignée démissionne du conseil d'administration de la société NORD VIANDES S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 19 mai 2000.

V. Muenster.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 juin 2000, vol. 316, fol. 85, case 9-1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(91672/611/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 juin 2000.

NORD VIANDES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 15, rue du Bois.
R. C. Diekirch B 5.323.

Le soussigné démissionne du conseil d'administration de la société NORD VIANDES S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 19 mai 2000.

D. Wiltgen.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 juin 2000, vol. 316, fol. 85, case 9-2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(91673/611/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 juin 2000.

NORD VIANDES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 15, rue du Bois.
R. C. Diekirch B 5.323.

L'an deux mille, le quinze juin.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme NORD VIANDES S.A., ayant son siège à Bigonville, à L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar, aux bureaux de la FIDUCIAIRE VIC. COLLE & ASSOCIES, S.à r.l.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Schrobiltgen Patrick, 32, rue Principale, L-8814 Bigonville.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Metz Ferdinand J., 5A, Op der Lee, L-9746 Drauffelt.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Theunissen François, Maison 5A, L-9839 Rodershausen.

Le Président déclare:

1) Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur.

Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte.

2) Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

1.- Démission des administrateurs.

2.- Démission du commissaire aux comptes.

3.- Nomination de nouveaux administrateurs.

4.- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

5.- Pouvoirs.

Ordre du jour n° 1:

Le président informe l'assemblée que Monsieur Ferreira Monteiro Fernando Manuel a présenté sa démission de sa fonction d'administrateur de la société.

L'assemblée accepte sa démission à l'unanimité, mais refuse de lui donner décharge.

Par un courrier recommandé en date du 19 mai 2000, non déposé au registre de commerce à la présente date, les administrateurs, Monsieur Wiltgen Daniel et Madame Muenster Verena, ont présenté leur démission que l'Assemblée accepte à l'unanimité, mais elle refuse de leur donner décharge.

Ordre du jour n° 2:

Le président donne lecture à l'Assemblée d'un courrier de FIDEX AUDIT S.A. l'informant de sa démission de son mandat de commissaire aux comptes.

L'assemblée accepte cette démission à l'unanimité, mais refuse de lui donner décharge.

Ordre du jour n° 3:

L'assemblée accepte à l'unanimité la nomination de:

Monsieur Schrobiltgen Patrick,

Monsieur Theunissen François,

Monsieur Metz Ferdinand J.,

comme nouveaux administrateurs.

Ordre du jour n° 4:

L'assemblée nomme à l'unanimité à la fonction de commissaire aux comptes la FIDUCIAIRE VIC. COLLE & ASSOCIES, S.à r.l., 13, rue Bolivar, L-4037 Esch-sur-Alzette.

Ordre du jour n° 5:

Dans l'instant, les nouveaux administrateurs ont décidé de nommer Monsieur Schrobiltgen Patrick aux fonctions d'administrateur-délégué.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 11.00 heures et propose aux personnes présentes de signer la liste de présence qui demeurera jointe aux présentes.

Fait à Esch-sur-Alzette, en date du 15 juin 2000.

P. Schrobiltgen

F. J. Metz

F. Theunissen

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 juin 2000, vol. 316, fol. 82, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(91674/611/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 juin 2000.

EDESA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 10.193.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

(17325/211/6) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

PLACOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9743 Crendal, maison 14.

—
STATUTS

L'an deux mille, le huit mars.

Par-devant Maître Martine Decker, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1.- La société anonyme CPEL SOPARFI S.A., avec siège à L-9743 Crendal, maison 14, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Diekirch sous le numéro B 5.161, ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Georges Gérard, demeurant à Crendal.

2.- Monsieur Klaus dit Claude Joos, retraité, demeurant à B-4540 Amay (Belgique), 23, rue Froidebise.

Lesquels comparants, agissant tel qu'il est dit, ont déclaré constituer entre eux une société anonyme dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Forme - Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La société adopte la dénomination de PLACOLUX S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Crendal.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société peut établir par simple décision du conseil d'administration, toutes succursales ou tous établissements secondaires, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet la commercialisation de matériaux pour le bâtiment, le conseil en pose et gestion de chantier, ainsi que l'intermédiaire commercial.

En général, la société peut effectuer toutes opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension et le développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes d'administrateur pour cause de décès, démission ou toute autre cause, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Le président présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence, l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un autre administrateur pour présider la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donnée par lettre ou télécopieur à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopieur de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par l'ensemble des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 9. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 10. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 11. Le conseil peut déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée soit par les signatures conjointes de tous les administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par les signatures de toutes les personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation le deuxième vendredi du mois de juin de chaque année à 19.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 17. Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Année sociale - Bilan

Art. 18. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 19. Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, soit par anticipation, soit par échéance du terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesures transitoires

La première année sociale de la société commence à la date de constitution et finira le dernier jour de décembre de l'an 2000.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2001.

Souscription et libération

Les comparants préqualifiés ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- La société anonyme CPEL SOPARFI S.A., préqualifiée, quatre-vingt-quinze actions	95
2.- Monsieur Claude Joos, préqualifié, cinq actions	<u>5</u>
Total: cent actions	100

Le prédit capital a été libéré entièrement par des versements en espèces et se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Evaluation du capital

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant du capital social souscrit est évalué à 1.250.537,- LUF (un million deux cent cinquante mille cinq cent trente-sept francs luxembourgeois) (taux de conversion 40,3399).

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 50.000,- LUF.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) La société CPEL SOPARFI S.A., préqualifiée,
 - b) Madame Bénédicte Gérard, secrétaire technico-commerciale, demeurant à B-4032 Liège (Chênée), 28, rue des Pépinières.
 - c) Monsieur Claude Joos, préqualifié.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire Monsieur Jean-Luc Louis, comptable, demeurant à B-4100 Seraing (Belgique), 1, rue Masson.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice de 2005.
- 5) Le siège social est fixé à L-9743 Crendal, maison 14, bureau 23.
- 6) Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou à toute autre personne désignée par le conseil d'administration.

Réunion du Conseil d'Administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'administration de la société anonyme PLACOLUX S.A., à savoir:

- a) Monsieur Claude Joos, préqualifié,
- b) Madame Bénédicte Gérard, préqualifiée,
- c) la société CPEL SOPARFI S.A., avec siège à Crendal, représentée par Monsieur Georges Gérard, demeurant à Crendal.

Lesquels membres présents respectivement intervenus, après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués, ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, ils ont désigné administrateur-délégué la société CPEL SOPARFI S.A., préqualifiée, chargée de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Gérard, C. Joos, B. Gérard, M. Decker.

Enregistré à Wiltz, le 15 mars 2000, vol. 315, fol. 1, case 1. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 22 mars 2000.

M. Decker.

(90870/241/214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 22 mars 2000.

LOGISTIC CONTRACTORS CENTRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

R. C. Diekirch B 4.737.

L'an deux mille, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LOGISTIC CONTRACTORS CENTRE S.A., ayant son siège social à L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, R. C. Diekirch section B numéro 4.737, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 octobre 1997, publié au Mémorial C, numéro 95 du 13 février 1998, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant en date du 26 mars 1998, publié au Mémorial C, numéro 468 du 27 juin 1998, et en date du 23 juillet 1999, publié au Mémorial C, numéro 815 du 3 novembre 1999, avec un capital social de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Guido Beysen, commerçant, demeurant à Nijlen (Belgique).

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant à Echternacherbrück (Allemagne).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

2.- Modification afférente de l'article 1^{er}, alinéa 2, des statuts.

B) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à vingt mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Beysen, F. Hübsch, A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 février 2000, vol. 508, fol. 88, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Steffen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 mars 2000.

J. Seckler.

(90865/231/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 22 mars 2000.

D.V. MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

R. C. Diekirch B 4.669.

L'an deux mille, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme D.V. MANAGEMENT S.A., ayant son siège social à L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, R. C. Diekirch section B numéro 4.669, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 janvier 1998, publié au Mémorial C, numéro 334 du 12 mai 1998, avec un capital social de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Guido Beysen, commerçant, demeurant à Nijlen (Belgique).

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant à Echternacherbrück (Allemagne).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1.- Transfert du siège social de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

2.- Modification afférente de l'article 1^{er}, alinéa 2, des statuts.

B) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à vingt mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Beysen, F. Hübsch, A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 février 2000, vol. 508, fol. 88, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Steffen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 mars 2000.

J. Seckler.

(90866/231/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 22 mars 2000.

ORANGE BLOSSOM S.A., Société Anonyme.*Démissions - Siège social*

L'ensemble des administrateurs de la société ont en date du 5 juillet 1994, démissionné de leurs fonctions d'administrateur, et ce avec effet immédiat.

Le Commissaire aux comptes a, en date du 5 juillet 1994, démissionné de ses fonctions, et ce avec effet immédiat.

Le siège social a été dénoncé par la société soussignée en date du 5 juillet 1994 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 mai 2000.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2000, vol. 537, fol. 92, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32473/636/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2000.

INTERNATIONAL MANAGEMENT & SERVICES CORPORATION S.A.,**Société Anonyme.**

Siège social: L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

R. C. Diekirch B 4.723.

L'an deux mille, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INTERNATIONAL MANAGEMENT & SERVICES CORPORATION S.A., ayant son siège social à L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, R. C. Diekirch section B numéro 4.723, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 6 novembre 1997, publié au Mémorial C, numéro 113 du 20 février 1997, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 mars 1998, publié au Mémorial C, numéro 429 du 15 juin 1998, avec un capital de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Guido Beysen, commerçant, demeurant à Nijlen (Belgique).

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant à Echternacherbrück (Allemagne).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1.- Transfert du siège social de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

2.- Modification afférente de l'article 1^{er}, alinéa 2, des statuts.

B) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à vingt mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Beysen, F. Hübsch, A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 février 2000, vol. 508, fol. 88, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Steffen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 mars 2000.

J. Seckler.

(90867/231/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 22 mars 2000.

B.S. QUARTZ ENGINEERING, Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

R. C. Diekirch B 5.095.

L'an deux mille, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme B.S. QUARTZ ENGINEERING, ayant son siège social à L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, R. C. section B numéro 5.095, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 5 janvier 1999, publié au Mémorial C, numéro 269 du 19 avril 1999, avec un capital social de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Guido Beysen, commerçant, demeurant à Nijlen (Belgique).

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant à Echternacherbrück (Allemagne).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

2.- Modification afférente de l'article 1^{er}, alinéa 2, des statuts.

B) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de L-9710 Clervaux, 38, Grand-rue, à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à vingt mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Beysen, F. Hübsch, A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 février 2000, vol. 508, fol. 88, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Steffen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 mars 2000.

J. Seckler.

(90868/231/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 22 mars 2000.

STAR-SERVICES, Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 3, rue de Kleinbettingen.
R. C. Luxembourg B 66.037.

Il résulte d'un courrier recommandé adressé aux responsables de la société anonyme STAR-SERVICES avec siège à L-8436 Steinfort, 3, rue de Kleinbettingen, en date du 6 juin 2000 que PRESTA-SERVICES, S.à r.l. a déposé son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Pour inscription - réquisition - modification
Signature

Enregistré à Capellen, le 9 juin 2000, vol. 136, fol. 15, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(32524/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2000.

DARA - LUX A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-9990 Weiswampach, Maison 50A.
H. R. Diekirch B 5.080.

Herr H.-J. Lenz kündigt ab heutigem Datum fristlos als Kommissar der Gesellschaft.
Hinderhausen, den 29. Mai 2000.

H.-J. Lenz.

Enregistré à Clervaux, le 15 juin 2000, vol. 208, fol. 55, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): R. Schmit.

(91684/703/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 20 juin 2000.

NORAMCO ASSET MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend, den zwölften Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) NORAMCO (DEUTSCHLAND) INVESTMENTFONDSVERMITTLUNGS G.m.b.H., mit Sitz in Schloss Weilerbach, D-54669 Bollendorf,

vertreten durch ihre beiden Geschäftsführer, die Herren Paul Becker, Kaufmann, wohnhaft in Colmar-Berg, Morisacker 8, und Roger Becker, Kaufmann, wohnhaft in Bettendorf, 26, An der Grouf,

2) Herr Joseph Becker, Kaufmann, wohnhaft in Bettendorf, 17, rue du Château,

vertreten durch Herrn Roger Becker, vorgenannt, auf Grund einer Vollmacht vom 12. Mai 2000, welche Vollmacht, nach ne varietur-Unterzeichnung durch die Kompargenten und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt, um mit derselben formalisiert zu werden.

Diese Kompargenten ersuchten den unterzeichneten Notar die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden.

I. Name, Sitz, Zweck und Dauer

Art. 1. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht (société anonyme) und führt den Namen NORAMCO ASSET MANAGEMENT S.A.

Art. 2. (1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

(2) Sollten politische Umstände oder höhere Gewalt die Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz behindern oder zu behindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Massnahme berührt die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft nicht.

Art. 3. (1) Zweck der Gesellschaft ist die Auflegung und Verwaltung von Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) in Form von «Fonds Communs de Placement» («FCP») im weitesten Sinne des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

(2) Die Gesellschaft kann die Vermarktung, den Vertrieb und den Verkauf der Anteile von OGA betreiben oder unterstützen und diese Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben.

(3) Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die der Erreichung ihrer Zwecke dienlich sind und unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. März 1988 fallen.

Art. 4. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

II. Aktienkapital

Art. 5. (1) Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000,- EUR).

(2) Es ist in einhundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend zweihundertundfünfzig Euro (1.250,- EUR) eingeteilt.

(3) Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, in der für Satzungsänderungen erforderlichen Form, erhöht oder, soweit gesetzlich zulässig, herabgesetzt werden.

Art. 6. (1) Die Aktien sind Namensaktien. Es wird am Sitz der Gesellschaft ein Register geführt, welches die in Artikel 39 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Angaben enthält.

(2) Eine Übertragung von Aktien an einen Dritten, der nicht Aktionär der Gesellschaft ist, kann nur mit Zustimmung des Verwaltungsrates erfolgen. Wird die Zustimmung nicht erteilt, so sind die übrigen Aktionäre berechtigt, die zur Übertragung angebotenen Aktien im Verhältnis ihrer jeweiligen Beteiligung am Gesellschaftskapital zu übernehmen. Soweit auch die übrigen Aktionäre diese Aktien nicht übernehmen, können sie von der Gesellschaft übernommen werden.

(3) Alle Aktien haben gleiche Rechte.

III. Verwaltungsrat

Art. 7. (1) Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

(2) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird durch die Gesellschafterversammlung bestimmt.

Art. 8. (1) Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch Gesetz oder die vorliegende Satzung ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

(2) Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und aussergerichtlich.

(3) Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch zwei Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Art. 9. (1) Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können an die in Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 bezeichneten Personen übertragen werden, deren Ernennung, Abberufung, Befugnisse und Zeichnungsberechtigung durch den Verwaltungsrat bestimmt werden.

(2) Ferner kann der Verwaltungsrat einzelne Aufgaben der Geschäftsführung an Ausschüsse, einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder an dritte Personen oder Unternehmen übertragen und ersetzt deren Vergütungen fest.

Art. 10. (1) Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die ordentliche Gesellschafterversammlung für eine Amtszeit von maximal sechs Jahren gewählt.

(2) Sie beginnt grundsätzlich mit Ablauf der Gesellschafterversammlung, durch die die Verwaltungsratsmitglieder bestellt werden, und endet mit Ablauf der Amtszeit, der Bestellung der Nachfolger oder deren Abberufung. Die Gesellschafterversammlung kann die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen.

(3) Sofern die Position eines Verwaltungsratsmitgliedes vorzeitig vakant wird, so können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder die frei gewordene Position vorläufig besetzen. Die nächste Gesellschafterversammlung entscheidet über die endgültige Besetzung dieser Position.

(4) Die Wiederwahl von Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig.

Art. 11. (1) Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende bestellen.

(2) Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder bei dessen Verhinderung durch einen stellvertretenden Vorsitzenden einberufen. Die Einladung hat unter Mitteilung der Tagesordnung zu erfolgen.

(3) Sitzungen des Verwaltungsrates finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung zu bestimmenden Ort statt.

(4) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates mittels einer Vollmacht durch ein anderes Mitglied vertreten und sein Stimmrecht in seinem Namen ausüben lassen. Die Vollmacht kann privatschriftlich durch Fernschreiben oder Telefax erteilt werden.

(5) Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Verwaltungsratsmitglieder gleichzeitig vertreten.

(6) Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

(7) Die Beschlussfassung des Verwaltungsrates erfolgt mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates.

(8) Über die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates werden Protokolle geführt, welche vom Vorsitzenden und einem Mitglied oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet werden müssen.

(9) Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch einstimmig durch Brief, Fernschreiben, Fernkopierer oder elektronische Kommunikationsmittel per Datenfernübertragung gefasst werden. Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratsitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich durch Brief, Fernschreiben, Fernkopierer, Telegramm oder elektronische Kommunikationsmittel per Datenfernübertragung gebilligt werden, die dem Beschlussprotokoll beizufügen sind.

IV. Überwachung durch Rechnungsprüfer

Art. 12. (1) Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

(2) Die Gesellschafterversammlung bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung fest.

Art. 13. (1) Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Aufsichts- und Prüfungsrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft. Sie dürfen an Ort und Stelle in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und die sonstigen Geschäftsunterlagen der Gesellschaft Einsicht nehmen.

(2) Sie berichten der Gesellschafterversammlung über das Ergebnis ihrer Prüfung und unterbreiten nach ihrer Ansicht geeignete Vorschläge. Sie haben ferner mitzuteilen, auf welche Weise sie das Inventar der Gesellschaft geprüft haben.

Art. 14. (1) Die ordentliche Gesellschafterversammlung bestellt die Rechnungsprüfer für die Dauer eines oder mehrerer Jahre. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

(2) Die Wiederwahl der Rechnungsprüfer ist zulässig. Sie können durch die Gesellschafterversammlung jederzeit ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

V. Gesellschafterversammlung

Art. 15. (1) Die Gesellschafterversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft beraten und Beschlüsse fassen.

(2) Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Rechnungsprüfer sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates und der Rechnungsprüfer;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;
- e) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 16. Die ordentliche Gesellschafterversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes jeweils am letzten Donnerstag des Monats März um 14.00 Uhr eines jeden Jahres oder, sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, am darauffolgenden Bankarbeitstag statt. Die erste jährliche Gesellschafterversammlung wird im Kalenderjahr 2001 stattfinden.

Art. 17. (1) Die Gesellschafterversammlung wird durch den Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfer einberufen. Sofern Aktionäre, die mindestens ein Fünftel des Aktienkapitals der Gesellschaft besitzen, den Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfer unter Angabe der Tagesordnung schriftlich per Einschreiben zur Einberufung auffordern, dann ist dieser Forderung innerhalb eines Monats nachzukommen.

(2) Sind alle Aktionäre in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten, so können sie auf die Einhaltung der förmlichen Einberufung verzichten.

(3) Vorsitzender der Gesellschafterversammlung ist der Vorsitzende des Verwaltungsrates. Bei seiner Verhinderung wird er durch ein sonstiges Mitglied des Verwaltungsrates oder eine andere von der Gesellschafterversammlung dazu bestimmte Person vertreten.

Art. 18. (1) Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten vertreten lassen.

(2) Jede Aktie gewährt eine Stimme.

(3) Beschlüsse der Gesellschafterversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Stimmen gefasst, soweit gesetzlich keine abweichenden Mehrheiten vorgesehen sind.

(4) Über die Verhandlungen und Beschlüsse der Gesellschafterversammlungen werden Protokolle geführt, die vom Vorsitzenden zu unterzeichnen sind.

VI. Rechnungslegung

Art. 19. Das Geschäftsjahr läuft vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Kalenderjahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2000.

Art. 20. (1) Der Verwaltungsrat stellt nach Ablauf eines jeden Jahres eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung auf.

(2) Mindestens einen Monat vor der ordentlichen Gesellschafterversammlung legt der Verwaltungsrat die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft den Rechnungsprüfern vor, die ihrerseits der Gesellschafterversammlung Bericht erstatten.

(3) Die Gesellschafterversammlung befindet über die Bilanz sowie über die Gewinn- und Verlustrechnung und bestimmt über die Verwendung des Jahresgewinns. Sie kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung einer Dividende beschliessen.

(4) Der Verwaltungsrat ist unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen ermächtigt, Zwischendividenden auszu zahlen.

Art. 21. (1) Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt.

(2) Die Gesellschafterversammlung setzt deren Befugnisse und Vergütung fest.

VIII. Schlussbestimmungen

Art. 22. Ergänzend zu den vorstehenden Bestimmungen gelten die gesetzlichen Bestimmungen des Grossherzogtums Luxemburg, insbesondere die Gesetze vom 30. März 1988 und vom 10. August 1915.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Feststellung der Satzung erklären die Komparenten, das gesamte Aktienkapital wie folgt zu zeichnen:

1) NORAMCO (DEUTSCHLAND) INVESTMENTFONDSVERMITTLUNGS G.m.b.H., vorgenannt, neunundneunzig Aktien	99
2) Herr Joseph Becker, vorgenannt, eine Aktie	<u>1</u>
Total: einhundert Aktien	100

Sämtliche Aktien wurden voll und in bar eingezahlt, so dass die Summe von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000,- EUR) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr 100.000,- LUF ab.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen, welche das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordnungsgemäss einberufen erklären, zusammengefunden.

Nach Prüfung der Ordnungsmässigkeit der Zusammenkunft, haben sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) und die der Kommissare auf einen (1) festgelegt.
- 2) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Herr Joseph Becker, Kaufmann, wohnhaft in L-9353 Bettendorf, 17, rue du Château,
 - Herr Roland Simon, Kaufmann, wohnhaft in L-9353 Bettendorf, 35, rue du Château,
 - Herr Yves Stein, Direktor bei der BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., wohnhaft in L-6136 Junglinster, 20C, rue de la Montagne,
 - Herr Jacques Bofferding, Head of Investment and Pension Fund Department, wohnhaft in L-1148 Luxemburg, 35, rue Jean l'Aveugle,
 - Herr Yves Wagner, Mitglied der Direktion der BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., wohnhaft in L-6910 Roodt/Syre, 13, route de Luxembourg.
- 3) Zum Kommissar wird ernannt:
ARTHUR ANDERSEN, société civile mit Sitz in L-2180 Luxemburg, 6, rue Jean Monnet.
- 4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2003.
- 5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2951 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.
- 6) Die Generalversammlung ermächtigt den Verwaltungsrat, Herrn Roland Simon, vorgeannt, mit der täglichen Geschäftsführung zu beauftragen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: P. Becker, R. Becker, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 124S, fol. 25, case 2. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 17. Mai 2000.

P. Frieders.

(26997/212/213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2000.

PHAROS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 22.887.

In the year two thousand, on the twenty-sixth of May.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in Luxembourg under the denomination of PHAROS HOLDING S.A., R.C. Number B 22.887, with registered office in Luxembourg, originally incorporated under the denomination of A.I.M. INVESTMENTS S.A., pursuant to a deed of Maître Aloyse Biel, then notary residing in Differdange, dated June 3, 1985, published in the Mémorial C, Recueil Special des Sociétés et Associations, Number 193 of July 4, 1985.

The Articles of Incorporation have been amended at several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, dated February 18, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 213 of March 17, 2000.

The meeting begins at nine-thirty a.m., Mrs M.-Rose Dock, general manager, with professional address at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Ms Anne-Marie Charlier, secretary, with professional address at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Annie Swetenham, corporate manager, with professional address at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

The Chairman then states that:

I. - It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the sixty-six thousand two hundred and sixty-four (66,264) shares of no par value, representing the total capital of thirteen million four hundred thirty-five thousand four hundred and sixty-nine (13,435,469.-) US Dollars, are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, which has been sent together with a convening notice by registered mail to all the shareholders on May 17, 2000.

The attendance list, signed by the shareholders all present or represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II. - The agenda of the meeting is worded as follows:

1. Reduction of the corporate capital by an amount of USD 2,623,382.- to bring it from its present amount of USD 13,435,469.- down to USD 10,812,087.- by cancellation of 12,939 shares and reimbursement to LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED at the net asset value per cancelled share as at March 31, 2000.

- Waiver by the other shareholders, in favour of LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED, of their possible rights in the reimbursement to be effected.

- Subsequent amendment of Article 3 of the Articles of Incorporation to give it henceforth the following wording:

«**Art. 3.** The corporate capital is set at ten million eight hundred twelve thousand and eighty-seven (10,812,087.-) US Dollars (USD), represented by fifty-three thousand three hundred and twenty-five (53,325) shares of no par value.»

2. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting, after deliberation, passed by unanimous vote the following resolution:

Sole and unique resolution

The corporate capital of the Company is reduced by an amount of USD 2,623,382.- to bring it from its present amount of USD 13,435,469.- down to USD 10,812,087.- by cancellation of 12,939 shares.

The other shareholders having waived, in favour of LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED, their possible rights in the reimbursement to be effected, such reimbursement is effected by payment to LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED at the net asset value per cancelled share as at March 31, 2000.

The present capital reduction is governed by article 69 (2) of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies.

Subsequently, Article 3 of the Articles of Incorporation is amended and shall henceforth read as follows:

«**Art. 3.** The corporate capital is set at ten million eight hundred twelve thousand and eighty-seven (10,812,087.-) US Dollars (USD), represented by fifty-three thousand three hundred and twenty-five (53,325) shares of no par value.»

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting is closed at nine forty-five a.m.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, said persons signed with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille, le vingt-six mai.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de PHAROS HOLDING S.A., R.C. B Numéro 22.887, ayant son siège social à Luxembourg, constituée originellement sous la dénomination de A.I.M. INVESTMENTS S.A. suivant acte reçu par Maître Aloyse Biel, alors notaire de résidence à Differdange, en date du 3 juin 1985, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 193 du 4 juillet 1985.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte du notaire instrumentaire en date du 18 février 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 213 du 17 mars 2000.

La séance est ouverte à neuf heures trente sous la présidence de Madame M.-Rose Dock, directeur général, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Anne-Marie Charlier, secrétaire, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Annie Swetenham, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les soixante-six mille deux cent soixante-quatre (66.264) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de treize millions quatre cent trente-cinq mille quatre cent soixante-neuf (13.435.469,-) dollars US (USD), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, lequel a été envoyé avec une convocation par lettre recommandée à tous les actionnaires en date du 17 mai 2000.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Réduction du capital social à concurrence de 2.623.382,- dollars US pour le ramener de son montant actuel de 13.435.469,- dollars US à 10.812.087,- dollars US par annulation de 12.939 actions et remboursement à LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED à la valeur nette par action annulée au 31 mars 2000.

- Renonciation par les autres actionnaires en faveur de LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED de leur droits éventuels dans le remboursement devant être effectué.

- Modification subséquente de l'article 3 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à dix millions huit cent douze mille quatre-vingt-sept (10.812.087,-) dollars US (USD), représenté par cinquante-trois mille trois cent vingt-cinq (53.325) actions sans désignation de valeur nominale.»

2. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé les points précités de l'ordre du jour et a pris, après délibération, à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Seule et unique résolution

Le capital social de la Société est réduit à concurrence de 2.623.382,- dollars US pour le ramener de son montant actuel de 13.435.469,- dollars US à 10.812.087,- dollars US par annulation de 12.939 actions.

Les autres actionnaires ayant renoncé en faveur de LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED à leur droits éventuels dans le remboursement devant être effectué, ledit remboursement est opéré par paiement à LLOYDS TSB GROUP PENSION TRUST (No 1) LIMITED à la valeur nette par action annulée au 31 mars 2000.

La présente réduction de capital est régie par l'article 69 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

En conséquence, l'article 3 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à dix millions huit cent douze mille quatre-vingt-sept (10.812.087,-) dollars US (USD), représenté par cinquante-trois mille trois cent vingt-cinq (53.325) actions sans désignation de valeur nominale.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance à neuf heures quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite aux comparantes, celles-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M.-R. Dock, A.-M. Charlier, A. Swetenham, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2000, vol. 124S, fol. 57, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2000.

A. Schwachtgen.

(30459/230/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2000.

PHAROS HOLDING S.A., Société Anonyme

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 22.887.

Statuts coordonnés suivant l'acte numéro 582 du 26 mai 2000 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2000.

A. Schwachtgen.

(30460/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2000.

DOMANIUM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Luxembourg, 19-21, route d'Arlon.

CLIMMOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

RECTIFICATIF

PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION

Les actionnaires des sociétés CLIMMOLUX S.A. et DOMANIUM S.A. ont convenu de réunir les actifs et passifs des deux sociétés par une fusion par absorption de DOMANIUM S.A., ci-après dénommée «la Société Absorbée» par CLIMMOLUX S.A., ci-après dénommée la «Société Absorbante».

1° Description des sociétés à fusionner

La société anonyme CLIMMOLUX S.A. (proposée comme Société Absorbante), ayant son siège social 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 49.225, a été constituée sous la forme d'une société anonyme suivant acte reçu par le notaire Maître Frank Baden en date du 09.11.1994 publié au Recueil Spécial du Mémorial C, n° 60.

La société anonyme DOMANIUM (proposée comme Société Absorbée), ayant son siège 19/21, route d'Arlon L-8009 Strassen, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 5.552, a été constituée sous la forme d'une société anonyme suivant acte reçu par le notaire Tony Neuman, en date du 29.02.1956 et publié au Recueil Spécial du Mémorial C, n° 17.

2° Modalités de la fusion

1. La société anonyme CLIMMOLUX S.A. entend fusionner avec la société anonyme DOMANIUM S.A. La fusion sera réalisée par voie d'absorption de DOMANIUM S.A., la Société Absorbée, par CLIMMOLUX S.A., la Société Absorbante.

2. La société CLIMMOLUX conservera sa dénomination sociale après la fusion.

3. La fusion est réalisée à la date où sont intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés en cause, c.-à-d. à la date de la dernière assemblée générale des sociétés fusionnantes adoptant la fusion.

4. La fusion est basée sur les bilans des deux sociétés au 31 décembre 1999 et la fusion prend comptablement effet à cette date.

5. Les opérations de DOMANIUM S.A. (Société Absorbée) sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour la société CLIMMOLUX S.A. (Société Absorbante) à partir de cette même date.

6. DOMANIUM S.A. fait apport à CLIMMOLUX S.A. de tous ses actifs et passifs au 31 décembre 1999. La rémunération des apports est déterminée sur base des valeurs d'actifs nets au 31 décembre 1999 de chaque société.

	CLIMMOLUX S.A. LUF	DOMANIUM S.A. LUF
Actifs nets au 31 décembre 1999	12.703.033	9.019.948

Le capital social de CLIMMOLUX S.A. s'établit à LUF 23.500.000,- et est représenté par 23.500 actions d'une valeur nominale de LUF 1.000,- chacune.

Le capital social de DOMANIUM S.A. s'établit à LUF 1.250.000,- et est représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale.

L'actif net par action de CLIMMOLUX S.A. s'établit à LUF 540,55 (LUF 12.703.033/23.500). Le nombre d'actions théoriques à émettre devrait s'établir à 16.686, soit LUF 9.019.948/540,55, le rapport d'échange théorique étant 1,668 actions nouvelles de CLIMMOLUX S.A. à émettre pour 1 action ancienne DOMANIUM S.A.

	Nombre d'actions théoriques	%
Actions nouvelles	23.500	58,48
Actions nouvelles	<u>16.686</u>	<u>41,52</u>
	40.186	100,00

Pour des raisons pratiques, le capital de CLIMMOLUX S.A. sera augmenté de LUF 1.250.000,- pour le porter de son montant initial de LUF 23.500.000,- à LUF 24.750.000,- par l'émission de 1.250 actions nouvelles attribuées aux actionnaires de DOMANIUM S.A. et les actionnaires de CLIMMOLUX S.A. céderont 9.026 de leurs actions CLIMMOLUX S.A. aux actionnaires de DOMANIUM S.A.

La répartition du capital augmenté à LUF 24.750.000,- de CLIMMOLUX S.A. sera dès lors la suivante:

	Nombre d'actions	%
Actionnaires CLIMMOLUX S.A.	14.474	58,48
Actionnaires DOMANIUM S.A.	<u>10.276</u>	<u>41,52</u>
	24.750	100,00

7. Les nouvelles actions émises seront attribuées directement aux actionnaires de DOMANIUM S.A., la Société Absorbée, de manière strictement proportionnelle à leurs participations dans le capital social de la Société Absorbée, DOMANIUM S.A.

8. La propriété des actions nouvellement émises sera inscrite dans le registre des actions par les soins du Conseil d'Administration de la Société Absorbante. Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

Les actions nouvellement émises, attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée, seront des actions nominatives qui donnent droit à des droits de vote, des droits aux dividendes et à la plus-value éventuelle de liquidation strictement égaux aux actions existantes de DOMANIUM S.A. à partir de la date effective de fusion des sociétés CLIMMOLUX S.A. et DOMANIUM S.A.

9. Il n'est accordé, par l'effet de la fusion, aucun avantage particulier ni aux administrateurs, ni aux experts, ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

10. La fusion par absorption entraînera de plein droit toutes les conséquences prévues par l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Ainsi, par l'effet de la fusion, la Société Absorbée sera dissoute et toutes les actions qu'elle a émises seront annulées.

11a. La Société Absorbante deviendra propriétaire des biens qui lui ont été apportés par la Société Absorbée dans l'état où ceux-ci se trouvent à la date effective sans droit de recours contre la Société Absorbée pour quelque raison que ce soit.

b. La Société Absorbée garantit à la Société Absorbante que les créances cédées dans le cadre de la fusion sont certaines mais elle n'assume aucune garantie quant à la solvabilité des débiteurs cédés.

c. La Société Absorbante acquittera à compter de la date effective tous impôts, contributions, taxes, redevances, primes d'assurance et autres, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui grèveront ou pourront grever la propriété des biens apportés.

d. La Société Absorbante exécutera tous contrats et tous engagements de quelque nature que ce soit de la société Absorbée tels que ces contrats et engagements existent à la date effective.

e. Les droits et créances compris dans le patrimoine de la Société Absorbée sont transférés à la Société Absorbante avec toutes les garanties tant réelles que personnelles qui y sont attachées. La Société Absorbante sera ainsi subrogée, sans qu'il y ait novation, dans tous les droits réels personnels de la Société Absorbée en relation avec tous les biens et contre tous les débiteurs sans exception, le tout conformément à la répartition des éléments du bilan.

f. La Société Absorbante assumera toutes les obligations et dettes de quelque nature que ce soit de la Société Absorbée. En particulier, elle paiera en principal et intérêts toutes dettes et toutes obligations de quelque nature que ce soit incombant à la Société Absorbée.

12. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société Absorbée DOMANIUM S.A. prennent fin à la date d'effet de la fusion.

13. Tous les actionnaires de DOMANIUM S.A. (Société Absorbée) et CLIMMOLUX S.A. (Société Absorbante) ont le droit de consulter un mois au moins avant la date de la réunion de L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur le projet de fusion, les comptes annuels, les états comptables au 31 décembre 1999 ainsi que les rapports de gestion tels que déterminés à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

14. Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

15. La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Approuvé par le Conseil d'Administration de la société DOMANIUM S.A. P. Grundrich D. Moinil
Administrateur Administrateur

Approuvé par le Conseil d'Administration de la société CLIMMOLUX S.A. P. Grundrich M. Collard
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 2000, vol. 538, fol. 1, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32875/019/118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2000.

INSINGER GLOBAL ASSET SELECTION, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

CHINA VISION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

In the year two thousand, on the fifteenth of the month of June.
Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Appeared:

1. INSINGER GLOBAL ASSET SELECTION SICAV, a «société d'investissement à capital variable» having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, in Luxembourg (hereafter «IGASS»), represented by Manuèle Biancarelli, maître en droit, residing in Luxembourg, on the basis of a proxy dated 10th May, 2000, which shall remain attached to the original of these minutes in order to be registered with this deed;

2. CHINA VISION, a «société d'investissement à capital variable» having its registered office at 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, in Luxembourg (hereafter «CV»), represented by Manuèle Biancarelli, maître en droit, residing in Luxembourg, on the basis of a proxy dated 22nd May, 2000, which shall remain attached to the original of these minutes in order to be registered with this deed; who declared the following:

1) IGASS is an undertaking for collective investment incorporated in Luxembourg on 23rd February, 1996 for an undetermined duration, organised as an umbrella type-fund with eight portfolios of assets (each a «Sub-Fund»), represented each by a separate class of shares, all as described in the current prospectus;

2) CV is an undertaking for collective investment incorporated in Luxembourg on 25th May, 1994 for an undetermined duration, organised under the form of a single portfolio structure;

3) CV will be merged into a newly created sub-fund of IGASS to be named INSINGER CHINA VISION.

4) The board of directors of CV has approved the merger proposal with the purpose, inter alia, of offering a greater asset base and an increased flexibility to its shareholders for the conversion of their shares into shares relating to another portfolio of IGASS, as well as for the purpose of a potential saving in management and administration costs.

The board of directors of IGASS has also approved the merger proposal which it deems to be in the interest of its shareholders on the basis of spreading costs among a larger asset base.

Now therefore it is agreed subject (i) as provided in paragraph 1) below and (ii) to any changes as shall be approved by the directors of CV and/or of IGASS pursuant to regulatory requirements, that:

1) On the date of the extraordinary general meeting required by law of the shareholders of CV and, if required, of the shareholders of IGASS approving the merger, or on such other effective date as the general meeting of shareholders of CV shall decide (the «Effective Date»), in pursuance of article 257 ss. of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the «1915 Law»), CV shall contribute all its assets and liabilities (referred to hereinafter as the «Assets») to INSINGER CHINA VISION a newly created sub-fund of IGASS.

2) In exchange for the contribution of the Assets, IGASS will issue to the holders of shares in CV, a certain number of shares in INSINGER CHINA VISION on the basis of the net asset value per share in CV on the Effective Date.

3) As a result of the merger, CV shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

4) All new shares in IGASS will be issued in registered form with fractions up to 3 decimal places, any remaining fractions amounts being rounded down to the next such third decimal place.

5) Contract notes confirming holdings of new shares of the INSINGER CHINA VISION sub-fund shall be delivered by or on behalf of IGASS to all shareholders of CV.

6) As from the Effective Date, all Assets of CV shall be deemed transferred to IGASS on account of the INSINGER CHINA VISION sub-fund.

Unless shareholders of IGASS holding at least five per cent (5%) of the shares outstanding in IGASS so require until and including the day following the date of the extraordinary general meeting of shareholders of CV approving the Merger, on the basis of Article 264 (c) of the 1915 Law, the Merger will be implemented without a resolution of a general meeting of shareholders of IGASS.

The merger agreement, the special reports of the joint auditor, the reports of the directors of CV and IGASS, the financial reports containing the audited annual accounts of the last 3 years of CV and IGASS and both the current prospectus and a draft of the new prospectus of IGASS shall be available for inspection to the shareholders of CV and of IGASS, from 3rd of July, 2000 and copies thereof may be obtained on request, free of charge, at the registered office of IGASS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

In faith of which, We set our and seal in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surname, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille, le quinze juin.

Par-devant Nous, Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. INSINGER GLOBAL ASSET SELECTION SICAV, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au Luxembourg (ci-après «IGASS»), représentée par Manuèle Biancarelli, maître en droit, résidant à Luxembourg, suivant une procuration datée du 10 mai 2000 qui restera annexée à l'original des présentes minutes afin d'être enregistrée avec le présent acte;

2. CHINA VISION, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social au 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, au Luxembourg (ci-après «CV»), représentée par Manuèle Biancarelli, maître en droit, résidant à Luxembourg, suivant une procuration datée du 22 mai 2000 qui restera annexée à l'original des présentes minutes afin d'être enregistrée avec cet acte;

lequel comparant a déclaré ce qui suit:

1) IGASS est un organisme de placement collectif constitué au Luxembourg le 23 février 1996 pour une durée indéterminée, organisé sous la forme d'une structure à compartiments multiples avec huit portefeuilles d'actifs (chacun un «Sous-Fonds») représentés chacun par une classe séparée d'actions, tel que décrit dans le prospectus actuellement en vigueur;

2) CV est un organisme de placement collectif constitué au Luxembourg le 25 mai 1994 pour une durée indéterminée organisé sous la forme d'une structure simple sans compartiment multiple;

3) CV sera fusionné dans un Sous-fonds de IGASS nouvellement créé et dénommé INSINGER CHINA VISION.

4) Le conseil d'administration de CV a approuvé la proposition de fusion ayant comme but, notamment, d'offrir une base d'actifs et une flexibilité plus grande à ses actionnaires pour la conversion de leurs actions dans des actions appartenant à un autre portefeuille de IGASS, et de faire une économie potentielle de frais de gestion et d'administration.

Le conseil d'administration de IGASS a aussi approuvé la proposition de fusion qu'il estime être dans l'intérêt de ses actionnaires par la répartition des coûts sur une base d'avoirs plus large.

Il est convenu sous réserve (i) de ce qui est prévu au paragraphe 1) plus loin, et (ii) de toute autre modification qui sera approuvée par les administrateurs de CV et/ou de IGASS suite à des exigences réglementaires, que:

1) A la date de l'assemblée générale extraordinaire prévue par la loi des actionnaires de CV et, si exigé, des actionnaires de IGASS approuvant la fusion, ou à toute autre date effective telle que décidée par l'assemblée générale des actionnaires de CV (la «Date Effective»), conformément aux articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi de 1915»), CV apportera tous ses avoirs et tout son passif (repris ci-après comme «Avoirs») à INSINGER CHINA VISION, un sous-fonds de IGASS nouvellement créé.

2) En échange de la contribution des Avoirs, IGASS émettra au profit des actionnaires de CV un certain nombre d'actions de INSINGER CHINA VISION, sur base de la valeur nette d'inventaire par action de CV à la Date Effective.

3) Suite à la fusion, CV cessera d'exister et toutes ses actions émises seront annulées.

4) Toutes les actions nouvelles de IGASS seront émises sous forme nominative avec des fractions allant jusqu'à trois décimales, tous les montants fractionnés restants seront arrondis vers le bas à la troisième décimale.

5) Des confirmations de détention d'actions nouvelles du sous-fonds INSINGER CHINA VISION seront délivrées par ou pour le compte de IGASS à tous les actionnaires de CV.

6) A partir de la Date Effective, tous les Avoirs de CV sont censés être transférés à IGASS pour le compte du sous-fonds INSINGER CHINA VISION.

A moins que des actionnaires de IGASS, détenant au moins cinq pour cent (5%) des actions émises dans IGASS le demandent, jusqu'au et y compris le jour suivant la date de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CV approuvant la fusion, sur la base de l'article 264 (c) de la Loi de 1915, la fusion sera effectuée sans résolution de l'assemblée générale des actionnaires de IGASS.

Le contrat de fusion, les rapports spéciaux du réviseur commun, les rapports des administrateurs de CV et de IGASS, les rapports financiers contenant les comptes annuels révisés des trois dernières années de CV et de IGASS et le prospectus actuel et un draft du nouveau prospectus de IGASS seront disponibles pour les actionnaires de CV et de

IGASS pour inspection à partir du 3 juillet 2000, et des copies de ces documents peuvent être obtenues sur demande, gratuitement, au siège de IGASS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants repris plus haut, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les personnes nommées, par leur mandataire, ont toutes signées avec nous, notaire le présent acte.

Signé: M. Biancarelli, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 15 juin 2000, vol. 414, fol. 31, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 15 juin 2000.

E. Schroeder.

(32245/228/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2000.

CASTELL CONCEPT, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal

STATUTEN

Im Jahre zweitausend, den zweiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1. FÜRSTLICH CASTELL'SCHE BANK, Credit-Casse, mit Sitz in D-97070 Würzburg, Marktplatz 1, hier vertreten durch Frau Julie Mossong, Mandataire Commerciale, wohnhaft in Hëttermillen, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Würzburg, am 16. Mai 2000.

2. Herr Patrick Schott, Stellvertretender Direktor BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., wohnhaft in Bettange-sur-Mess,

hier vertreten durch Frau Julie Mossong, vorgenannt, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 18. Mai 2000.

Vorerwähnte Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

Welche Komparanten den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft als «société d'investissement à capital variable» wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital unter der Bezeichnung CASTELL CONCEPT.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Sie kann jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, die wie für Änderungen gegenwärtiger Satzung tagt.

Art. 3. Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage des ihr zur Verfügung stehenden Vermögens in übertragbaren Wertpapieren mit dem Ziel, eine Streuung der Anlagerisiken zu erreichen und ihre Aktionäre in den Genuss des Ertrags aus der Verwaltung ihres Wertpapierbestands treten zu lassen.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen alle Massnahmen ergreifen und alle Geschäfte abschliessen, die ihr zur Erfüllung und Förderung ihres Gegenstands im weitesten Sinne nützlich erscheinen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Zweigniederlassungen, Filialen oder Geschäftsstellen im Grossherzogtum Luxemburg und im Ausland errichtet werden.

Falls nach Einschätzung des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art die normale Aktivität am Sitz der Gesellschaft oder die Verbindung dieses Sitzes mit Personen im Ausland behindern würden, oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat provisorisch den Gesellschaftssitz bis zur vollständigen Beendigung dieser aussergewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegen; die Nationalität der Gesellschaft wird, unbeeinflusst durch eine derartige provisorische Sitzverlegung, luxemburgisch bleiben.

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft besteht aus Aktien ohne Nennwert und ist jederzeit gleich dem gesamten Vermögen der Gesellschaft, gemäss Artikel 23 gegenwärtiger Satzung.

Das Mindestkapital der Gesellschaft, das innerhalb von 6 Monaten nach der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen erreicht sein muss, ist gleich dem Gegenwert in Euro von fünfzig Millionen (50.000.000,-) Luxemburger Franken.

Der Verwaltungsrat ist jederzeit befugt, zusätzliche voll eingezahlte Aktien zu einem Preis auszugeben, der gleich dem Vermögenswert oder den jeweiligen Vermögenswerten je Aktie ist, wie gemäss Artikel 23 gegenwärtiger Satzung bestimmt, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht auf Zeichnung einzuräumen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Kategorien zugehören und der Erlös aus der Ausgabe von Aktien in jeder Kategorie wird gemäss Artikel 3 gegenwärtiger Satzung in Wertpapieren oder anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, die besonderen geographischen Gebieten, Industriebereichen, Währungszonen oder einem besonderen Typ Aktien oder Renten entsprechen, wie vom Verwaltungsrat für jede Aktienkategorie

bestimmt wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschliessen, in jeder Aktienkategorie zwei oder mehrere Unterkategorien zu schaffen, deren Vermögenswerte im allgemeinen gemäss der besonderen Anlagepolitik der betroffenen Kategorie angelegt werden, bei denen jedoch die Unterkategorien Unterschiede in der jeweiligen Gebührenstruktur bei Verkauf und/oder Rückkauf aufweisen können und sich durch eine besondere Absicherungspolitik der Wechselrisiken, eine besondere Ausschüttungspolitik oder andere auf jede Unterkategorie anwendbaren Besonderheiten unterscheiden können. Zur Ermittlung des Gesellschaftskapitals wird das Vermögen, das jeder der Kategorien entspricht, falls nicht in Euro ausgedrückt, in Euro umgerechnet und das Kapital ist gleich dem gesamten Vermögen aller Kategorien.

Gemäss Artikel 29 gegenwärtiger Satzung kann die Generalversammlung der Aktionäre das Gesellschaftskapital durch die Einziehung von Aktien einer bestimmten Aktienkategorie herabsetzen und den Aktionären der betroffenen Kategorie den gesamten Wert dieser Aktien unter der Bedingung zurückzahlen, dass die Erfordernisse für die Aktien dieser Kategorie in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit wie für Satzungsänderungen bestimmt, erfüllt sind.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann beschliessen, die Aktien einer Aktienkategorie einzuziehen und den Aktionären dieser Kategorie Aktien einer anderen Kategorie («die neue Aktienkategorie») zuzuteilen; diese Zuteilung hat auf der Grundlage der jeweiligen Inventarwerte beider Aktienkategorien zum Zeitpunkt der Zuteilung («der Zuteilungstag») zu erfolgen. In diesem Fall werden die Vermögenswerte der Aktienkategorie, die eingezogen wird, entweder unmittelbar dem Bestand (wie nachstehend bestimmt) der neuen Aktienkategorie in dem Masse zuteilt, in dem diese Zuteilung der besonderen Anlagepolitik, die auf die neue Aktienkategorie anwendbar ist, entspricht, oder diese Vermögenswerte werden vor dem oder am Zuteilungstag veräussert, und in diesem Fall werden die Erlöse aus dieser Veräusserung dem Bestand der neuen Aktienkategorie zugeteilt. Jeder Beschluss der Aktionäre, der wie vorstehend genommen wird, unterliegt ausserdem den Bestimmungen in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit wie für Satzungsänderungen bestimmt, unter der Bedingung der getrennten Abstimmung der Aktionäre der Aktienkategorie, die eingezogen wird; jeder Beschluss in dieser Hinsicht ist von den Aktionären zu denselben Bedingungen in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit zu nehmen, wie vorstehend angegeben.

Falls das Vermögen einer Kategorie unter den Wert von 5.000.000,- Euro oder den Gegenwert in der Referenzwährung dieser Kategorie fallen sollte, oder falls eine Änderung in der wirtschaftlichen oder politischen Lage einer Kategorie dies rechtfertigt, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit beschliessen, die betroffene Kategorie aufzulösen. Die Guthaben, die nicht an die Berechtigten am Schluss der Liquidation einer Kategorie ausgezahlt werden konnten, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von 6 Monaten nach Schluss der Liquidation hinterlegt. Nach dieser Periode werden diese Guthaben bei der «Caisse des Consignations» für Konto der Berechtigten hinterlegt.

Falls das Vermögen einer Kategorie unter 5.000.000,- Euro oder den Gegenwert in der Referenzwährung dieser Kategorie fallen sollte, oder falls eine Änderung in der wirtschaftlichen oder politischen Lage einer Kategorie dies rechtfertigt, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit beschliessen, die betroffene Kategorie aufzulösen, indem sie mit einer anderen Kategorie zusammengelegt wird (die «neue Kategorie»). Ausserdem kann eine solche Zusammenlegung vom Verwaltungsrat beschlossen werden, falls die Interessen der Aktionäre der betroffenen Kategorien dies rechtfertigen. Der Zusammenlegungsbeschluss wird veröffentlicht und den betroffenen Aktionären vor Inkrafttreten der Zusammenlegung mitgeteilt und die Veröffentlichung oder die Mitteilung geben die Gründe und die Zusammenlegungsprozedur an und enthalten Informationen über die neue Kategorie. Diese Veröffentlichung oder Mitteilung erfolgt mindestens einen Monat vor dem Tag der Inkraftsetzung der Zusammenlegung, um den Aktionären die Möglichkeit zu bieten, den Rückkauf ihrer Aktien kostenlos zu beantragen, ehe die Zusammenlegung wirksam wird. Grundsätzlich ist keine Ausgabe von Aktien-Zertifikaten vorgesehen.

Art. 6. Die Aktien werden allein in der Form von Namensaktien auszugeben. Falls bei Namensaktien ein Aktionär nicht ausdrücklich die Ausgabe von Zertifikaten beantragt, erhält er eine Bestätigung seines Aktienbesitzes. Falls ein Aktionär von Namensaktien wünscht, dass mehrere Zertifikate für seine Aktien ausgestellt werden, können die Kosten der zusätzlichen Zertifikate diesem Aktionär angelastet werden. Die Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Beide Unterschriften können entweder handschriftlich erfolgen, oder gedruckt, oder per Stempel mit Namenszug angebracht sein. Jedoch kann eine der Unterschriften von einer Person vorgenommen werden, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bestellt ist; in diesem Fall muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Zertifikate in den Formen ausstellen, die der Verwaltungsrat bestimmt.

Die Aktien werden nur nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises gemäss nachfolgendem Artikel 24 ausgegeben. Die definitiven Aktienzertifikate sowie die Bestätigung des Aktienbesitzes werden dem Zeichner sofort zugestellt.

Dividendenzahlungen an die Namensaktionäre erfolgen an ihre im Aktionärsregister eingetragene Anschrift.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Namensaktien werden im Aktionärsregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren zu diesem Zweck von der Gesellschaft bestellten Personen geführt wird; dieses Register hat den Namen eines jeden Eigentümers von Namensaktien anzugeben, seinen Wohnsitz oder sein gewähltes Domizil, die Anzahl der Aktien in seinem Besitz und den für jede Aktie gezahlten Betrag. Jede Übertragung von Aktien, die keine Namensaktien sind, wird im Aktienregister eingetragen und jede Übertragung wird von einem oder mehreren Bevollmächtigten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren zu diesem Zweck von der Gesellschaft bestellten Personen unterzeichnet.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (a) falls Zertifikate ausgegeben wurden, durch die Einreichung bei der Gesellschaft der Zertifikate, die diese Aktien darstellen, zusammen mit allen anderen Übertragungsurkunden, die von der Gesellschaft verlangt werden, und (b) falls keine Zertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die im Aktienregister eingetragen wird, mit Datum versehen und gezeichnet vom Übertragenden und vom Empfänger, oder von denjenigen Personen, die geeignete Vollmachten besitzen, um an deren Stelle zu handeln.

Jeder Namensaktionär hat der Gesellschaft eine Adresse anzugeben, an welche alle Mitteilungen und Bekanntgaben der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird ebenfalls im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Namensaktionär der Gesellschaft keine solche Adresse angibt, kann diesbezüglich eine Anmerkung ins Aktienregister eingetragen werden, und es wird angenommen, dass die Adresse dieses Aktionärs sich am Sitz der Gesellschaft befindet, oder an einer anderen Adresse, die von der Gesellschaft bestimmt wird, bis dass dieser Aktionär eine andere Adresse mitteilt. Der Aktionär kann jederzeit seine im Aktienregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an jede andere Adresse, wie zeitweise von der Gesellschaft bestimmt, ändern.

Falls die Zahlung eines Zeichners ein Anrecht auf einen Aktienbruchteil nach sich zieht, wird dieser Aktienbruchteil im Aktionärsregister eingetragen. Er berechtigt nicht zu einer Stimme, kann jedoch nach den von der Gesellschaft festgelegten Bestimmungen ein anteilmässiges Anrecht auf Dividendenbruchteile geben.

Art. 7. Falls ein Aktionär der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen oder zerstört ist, kann auf seine Anfrage ein Duplikat des Aktienzertifikats unter den Bedingungen und Garantien ausgestellt werden, insbesondere einer Versicherung, wie die Gesellschaft bestimmt, unbeschadet jeder anderen Art von Garantie nach Wahl der Gesellschaft. Bei Ausgabe eines neuen Aktienzertifikats, auf welchem aufgeführt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das ursprüngliche Aktienzertifikat wertlos.

Beschädigte Aktienzertifikate können gegen neue auf Order der Gesellschaft ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden bei der Gesellschaft abgeliefert und sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten des Duplikats oder des neuen Zertifikats sowie alle gerechtfertigten Ausgaben anlasten, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Eintragung ins Aktienregister des neuen oder in Verbindung mit der Zerstörung des alten Zertifikats entstanden sind.

Art. 8. Der Verwaltungsrat kann das Eigentum von Aktien der Gesellschaft gegenüber jeder natürlichen Person oder Rechtspersönlichkeit einschränken oder verhindern, damit das Alleinvertriebsrecht gewahrt bleibt.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Aktienbesitz für «Gebietsansässige der Vereinigten Staaten von Amerika» einschränken oder verhindern, wie nachfolgend erklärt. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Aktienübertragung ablehnen, falls ihrer Meinung nach eine solche Eintragung oder Übertragung zum Ziel hätte oder haben könnte, dass ein Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika in den Besitz von Aktien gelangen würde;

b) jederzeit von jeder Person, deren Namen im Aktionärsregister eingetragen ist, oder von einer Person, die eine Eintragung betreffend einer Übertragung von Aktien ins Aktionärsregister beantragt, die Lieferung jeder Auskünfte und Bescheinigungen fordern, welche sie als notwendig erachtet und die eventuell von einer eidesstattlichen Erklärung bestätigt sind, um festzustellen, ob, in welchem Masse und unter welchen Umständen der Genuss dieser Aktien einer Person zukommt oder zukommen würde, die ein Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika ist; und

c) zur Zwangsrücknahme eines Teils oder aller Aktien schreiten, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Person, die vom Aktienbesitz in der Gesellschaft ausgeschlossen ist, den Genuss von Aktien hätte, sei dies allein oder in Verbindung mit einer anderen Person, oder falsche Zertifikate und Garantien geliefert hat oder unterlassen hat, Zertifikate und Garantien zu liefern, je nach den Bestimmungen des Verwaltungsrats. In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewandt:

1) die Gesellschaft lässt eine Mitteilung (der «Rückkaufbescheid») an den Aktionär gehen, der im Aktionärsregister als Eigentümer der Aktien eingetragen ist; diese Mitteilung gibt die Aktien an, die zurückgenommen werden, den Rücknahmepreis dieser Aktien und den Ort, an welchem der Rücknahmepreis dieser Aktien zahlbar ist. Der Rückkaufbescheid wird per Einschreiben an den Aktionär an seine zuletzt bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt. Der betroffene Aktionär hat demnach innerhalb einer bestimmten Frist der Gesellschaft den oder die Zertifikate für die im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien zu übergeben. Sofort nach Geschäftsschluss am Tag, der im Rückkaufbescheid angegeben ist, hört der Aktionär auf, ein Eigentümer der im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien zu sein und sein Name wird im Aktionärsregister gestrichen.

2) Der Preis, zu welchem die im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien zurückgenommen werden (der «Rücknahmepreis») ist gleich dem Inventarwert der Aktien der Gesellschaft, wie gemäss Artikel 23 gegenwärtiger Satzung ermittelt.

3) Die Zahlung an den Eigentümer der Aktien erfolgt in der Währung der betroffenen Aktienkategorie, ausser während einer Zeit, während welcher Devisenkontrollbestimmungen bestehen, und dieser Preis wird bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo hinterlegt (wie im Rückkaufbescheid angegeben), welche sie dem Eigentümer gegen Übergabe des oder der Zertifikate, die im Bescheid aufgeführt sind, auszahlt. Sofort nach der Zahlung unter diesen Bedingungen kann kein Berechtigter der im Rückkaufbescheid aufgeführten Aktien irgendein Anrecht auf diese Aktien geltend machen noch einen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihr Eigentum wegen dieser Aktien erheben, ausser dem Recht des Aktionärs, der als der Eigentümer der Aktien erscheint, den derart hinterlegten Preis (ohne Zinsen) bei der Bank gegen die Übergabe der Zertifikate zu erhalten.

4) Die Ausübung durch die Gesellschaft der Vollmachten, die ihr in diesem Artikel verliehen werden, kann in keinem Fall in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden aus Gründen, dass ungenügende Beweise in Bezug auf das Eigentum dieser Aktien durch diese Person vorliegen oder dass eine Aktie das Eigentum einer anderen Person war als es der Gesellschaft am Tag des Rückkaufbescheids erschien, unter dem alleinigen Vorbehalt, dass die Gesellschaft ihre Vollmachten nach Treu und Glauben ausgeübt hat; und

d) in allen Generalversammlungen der Aktionäre die Stimme einer Person ablehnen, die ein Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika ist.

Bei der Bezeichnung «Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika», wie in dieser Satzung benutzt, handelt es sich um einen Staatsangehörigen, Bürger oder einen Deviseninländer der Vereinigten Staaten von Amerika, deren Gebiete oder die Besitze oder Bezirke unter ihrer Gerichtsbarkeit und die Personen, die normalerweise dort ihren

Wohnsitz haben, einschliesslich der Nachfolge aller Personen, Gesellschaften oder Vereinigungen, die dort errichtet oder organisiert sind.

Art. 9. Jede ordnungsgemäss einberufene Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie besitzt die weitgehendsten Vollmachten, um über alle Handlungen in Bezug auf die Geschäfte der Gesellschaft zu befinden, sie auszuführen oder zu bestätigen.

Art. 10. Die Jahresversammlung der Aktionäre findet gemäss Luxemburger Gesetzgebung jedes Jahr am dritten Dienstag des Monats November um 15.00 Uhr in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft statt oder an einem anderen Ort in Luxemburg wie in den Einberufungsschreiben angegeben. Die erste Hauptversammlung findet am 20. November 2001 statt.

Falls dieser Tag ein Bankfeiertag ist, wird die Jahresversammlung am sofort darauffolgenden bankoffenen Tag abgehalten. Die Jahresversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach souveräner Einschätzung des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Umstände dies verlangen.

Andere Generalversammlungen der Aktionäre können an den Zeiten und Orten abgehalten werden, wie in den jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben.

Art. 11. Die vom Gesetz vorgesehen Bestimmungen über Beschlussfähigkeit und Fristen finden auf die Einberufung und den Verlauf der Aktionärsversammlungen der Gesellschaft Anwendung, ausser es sind gegenteilige Vorschriften in dieser Satzung enthalten.

Jede Aktie hat ein Anrecht auf eine Stimme, gleich welcher Kategorie sie angehört und ungeachtet des Vermögenswertes einer jeden Aktie in jeder Kategorie. Jeder Aktionär kann an allen Aktionärsversammlungen teilnehmen, indem er per Schreiben, Telegramm, Telex oder Telefax eine andere Person zu seinem Vertreter bestellt.

Falls vom Gesetz nichts anderes vorgesehen ist, werden die in den Generalversammlungen der Aktionäre gefassten Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der Aktionäre gefasst, die in der Versammlung vertreten sind und an der Abstimmung teilhaben.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären, die an irgendeiner Generalversammlung der Aktionäre teilnehmen, zu erfüllen sind.

Art. 12. Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats gemäss einer Mitteilung zusammen, welche die Tagesordnung aufführt und per Brief mindestens 8 Tage vor der Versammlung an jeden Aktionär an seine im Aktionärsregister eingetragene Adresse geschickt wird.

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch einen Rat von mindestens 3 Mitgliedern verwaltet; Verwaltungsratsmitglieder brauchen keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Jahresversammlung für einen Zeitraum gewählt, der mit der darauffolgenden Jahresversammlung endet und ihre Nachfolger gewählt sind; jedoch kann ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit mit oder ohne Grund abberufen und/oder jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre ersetzt werden.

Wird der Posten eines Mitglieds des Verwaltungsrats wegen Todesfall, Rücktritt, Abberufung oder sonstwie frei, können die verbleibenden Mitglieder zusammentreten und mit der Mehrheit der Stimmen ein anderes Mitglied wählen, welches das diesem Posten anhängende Amt bis zur darauffolgenden Aktionärsversammlung besetzt.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann unter seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär bestellen, der kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht und der für die Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Versammlungen der Aktionäre zuständig ist. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern am Ort zusammen, der im Einberufungsschreiben angegeben ist.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats führt den Vorsitz aller Generalversammlungen der Aktionäre und der Sitzungen des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit jedoch können die Jahresversammlung oder der Verwaltungsrat mit der Mehrheit der Stimmen ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestellen und für Aktionärsversammlungen jede andere Person, die den Vorsitz dieser Versammlungen und Sitzungen übernimmt.

Der Verwaltungsrat kann nötigenfalls Direktoren und Bevollmächtigte der Gesellschaft ernennen, darunter einen Generaldirektor, ein stellvertretendes Verwaltungsratsmitglied, einen oder mehrere Sekretäre, eventuell beigeordnete Generaldirektoren, beigeordnete Sekretäre und andere Direktoren und Bevollmächtigte, deren Ämter für notwendig gehalten werden, um die Geschäfte der Gesellschaft erfolgreich auszuführen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Direktoren und Bevollmächtigten brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Insofern die Satzung nichts anderes vorsieht, besitzen die Direktoren und Bevollmächtigten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat zugeteilt werden.

Schriftliche Einladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats gehen den Mitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Zeit zu, für welche die Sitzung angesetzt ist, ausser in dringenden Fällen, in denen die Art und die Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben sind. Bei schriftlicher Zustimmung per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax seitens eines jeden Verwaltungsratsmitglieds kann auf eine Einladung verzichtet werden. Eine besondere Einladung ist für eine Verwaltungsratssitzung nicht notwendig, die an einem Ort und zu einer Zeit stattfindet, wie in einem Beschluss festgelegt ist, der zuvor vom Verwaltungsrat gefasst wurde.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in jeder Sitzung des Rats vertreten lassen, indem es schriftlich oder per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Mitglied zu seinem Vertreter bestimmt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von Verwaltungsratssitzungen handeln, die ordnungsgemäss zusammengetreten sind. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschrift binden, ausser dies ist ihnen ausdrücklich durch einen Beschluss des Verwaltungsrats genehmigt.

Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und handeln, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der

Mitglieder gefasst, die in der Sitzung anwesend oder vertreten sind. Falls in einer Verwaltungsratssitzung die Anzahl der Stimmen für oder gegen einen Beschluss gleich ist, besitzt der Vorsitzende den Stichentscheid.

Der Verwaltungsrat kann Direktoren oder Bevollmächtigten der Gesellschaft seine Vollmachten für die tägliche Leitung sowie seine Vollmachten in bezug auf die Erfüllung ihres Gegenstands und die Verfolgung der allgemeinen Richtlinien der Verwaltung übertragen.

Entscheidungen können ebenfalls durch schriftliche Beschlüsse getroffen werden, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Art. 15. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden oder vom Mitglied unterzeichnet, das pro tempore den Vorsitz der Sitzung geführt hat.

Abschriften oder Auszüge der Protokolle, welche vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder vom Sekretär oder von zwei Mitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung besitzt der Verwaltungsrat die Vollmacht, die allgemeine Orientierung der Gesellschaftspolitik sowie die Richtlinien für die Leitung und die Verwaltung der Gesellschaft zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat besitzt weitgehende Befugnisse, um im Namen der Gesellschaft zu handeln und trifft alle anderen Handlungen und Vorkehrungen, welche die Verfolgung des Gesellschaftszweckes erfordern, insbesondere im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fondsvermögens.

Art. 17. Kein Vertrag oder Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Firmen kann dadurch beeinträchtigt oder unwirksam werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigte der Gesellschaft ein Interesse in dieser anderen Gesellschaft oder Firma haben, oder dadurch, dass sie deren Verwalter, Teilhaber, Direktoren, Bevollmächtigte oder Angestellte sind. Ein Verwalter, Direktor oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder eines Unternehmens ist, mit welchen die Gesellschaft Vereinbarungen trifft, oder mit welchen sie sich sonstwie in Geschäftsverbindung befindet, wird durch diese Verbindung nicht vom Recht ausgeschlossen, zu tagen, abzustimmen oder in Sachen zu handeln, die solche Vereinbarungen oder solche Geschäfte betreffen.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft besitzt, muss dieser Verwalter, Direktor oder Bevollmächtigter den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und er wird über dieses Geschäft weder tagen noch an einer Abstimmung teilnehmen; es muss über dieses Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten bei der darauffolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet werden.

Der Ausdruck «persönliches Interesse», wie in vorgehendem Satz benutzt, ist nicht auf das Verhältnis oder auf die Interessen anwendbar, die auf irgendeine Weise, Eigenschaft oder Hinsicht im Zusammenhang mit der BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., ihrer Filialen, verbundenen Gesellschaften oder mit anderen Gesellschaften oder Rechtspersönlichkeiten bestehen, wie sie der Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 18. Die Gesellschaft kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigten, deren Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern vernünftige Spesen vergüten, die ihnen bei jeder Handlung oder jedem Verfahren entstanden sind, in welchen sie in ihrer Eigenschaft oder vorherigen Eigenschaft als Verwalter, Direktoren oder Bevollmächtigte der Gesellschaft teilgenommen haben oder weil sie, auf Verlangen der Gesellschaft, Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigten einer anderen Gesellschaft waren, von welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist, und von welcher sie keine Vergütung erhalten, ausser im Falle wo in solchen Handlungen oder Verfahren sie schliesslich wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt werden. Im Falle eines Vergleichs ist eine Entschädigung nur in Verbindung mit Angelegenheiten vorgesehen, die im Vergleich erfasst sind und in Bezug auf welche die Gesellschaft von ihrem Rechtsberater in Kenntnis gesetzt wurde, dass die zu entschädigende Person keine solche Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schliesst keine anderen Rechte aus, auf welche die zu entschädigende Person ein Anrecht hat.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats vertreten, oder durch die Einzelunterschrift eines dazu bevollmächtigten Direktors oder bestellten Bevollmächtigten, oder durch die Einzelunterschrift einer jeden anderen Person, die besonders vom Verwaltungsrat dazu ermächtigt wurde.

Art. 20. Die Gesellschaft bestellt einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer, der die vom Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Pflichten übernimmt. Der Wirtschaftsprüfer wird von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt und handelt in dieser Eigenschaft bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Art. 21. Gemäss den nachfolgend beschriebenen Bedingungen ist die Gesellschaft jederzeit befugt, ihre eigenen Aktien allein im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zurückzunehmen.

Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rücknahmepreis ist innerhalb von höchstens 3 Bankgeschäftstagen nach dem Tag zahlbar, an welchem der Nettowert des Vermögens bestimmt wurde und ist gleich dem Inventarwert der Aktien, wie gemäss den Bestimmungen von nachstehendem Artikel 23 bestimmt, abzüglich einer gegebenenfalls fälligen Rücknahmegebühr, die der Verwaltungsrat bestimmt, sowie jeder anderen Summe, die der Verwaltungsrat als angemessen betrachtet, um Steuern und Unkosten (einschliesslich aller Stempelgebühren und anderer Steuern, staatlicher Abgaben, Bank- und Maklergebühren, Übertragungskosten, Kosten für Eintragung und anderer Spesen auf Abgaben) («Transaktionskosten»), die fällig wären, falls alle Vermögenswerte der Gesellschaft, die für die Bewertung des Vermögens berücksichtigt werden, veräussert werden müssten und indem ausserdem alle Faktoren berücksichtigt würden, die nach Ermessen des Verwaltungsrats nach Treu und Glauben zu berücksichtigen sind; der auf diese Weise errechnete Preis kann nach unten auf die nächste Einheit der

Währung abgerundet werden, auf welche die betreffende Aktienkategorie lautet; in diesem Fall kann die Abrundung von der Gesellschaft zurückbehalten werden.

Jeder Rücknahmeantrag hat vom Aktionär schriftlich am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg zu erfolgen, oder bei jeder anderen Rechtspersönlichkeit, welche die Gesellschaft zum Vertreter für die Rücknahme ihrer Aktien bestimmt hat, und der Antrag muss vom oder von den ordnungsgemässen Aktienzertifikat(en) und von einem ausreichenden Nachweis der eventuellen Übertragung begleitet sein.

Jeder gestellte Antrag auf Rücknahme ist unwiderruflich, ausser bei einer zeitweiligen Einstellung der Rücknahmen auf Grund von Artikel 22 dieser Satzung. Mangels Widerruf des Rücknahmeantrags findet die Rücknahme am ersten Bewertungstag statt, der auf die zeitweilige Einstellung folgt.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Kapitalaktien werden für nichtig erklärt. Jeder Aktionär kann die Umwandlung aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Kategorie zu einem Preis beantragen, der gleich den jeweiligen Vermögenswerten der Aktien der verschiedenen Kategorien ist, zuzüglich der Transaktionskosten, und nach oben auf oder nach unten abgerundet, wie der Verwaltungsrat entscheidet; selbstverständlich kann der Verwaltungsrat Beschränkungen auferlegen, unter anderen in bezug auf die Häufigkeit der Umwandlungen, und sie der Zahlung von Kosten unterwerfen, deren Betrag er festlegt, indem er die Interessen der Gesellschaft und der Aktionäre wahrnimmt.

Art. 22. Zum Zweck, die Aktienpreise bei Zeichnung, Rücknahme und Umwandlung zu bestimmen, wird der Inventarwert der Aktien der Gesellschaft für die Aktien jeder Aktienkategorie zeitweise ermittelt, jedoch in keinem Fall weniger als zweimal im Monat, wie der Verwaltungsrat bestimmt (der Tag für die Ermittlung des Inventarwerts ist in dieser Satzung ein «Bewertungstag»); falls jedoch ein Bewertungstag auf einen Tag fällt, der für die Banken in Luxemburg ein Feiertag ist, wird der Bewertungstag auf den nächsten auf diesen Feiertag fallenden Geschäftstag verlegt.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Vermögenswerts der Aktien zeitweilig in einer Aktienkategorie, die Ausgabe und die Rücknahme von Aktien in dieser Kategorie, sowie die Umwandlung von diesen Aktien oder in diese Aktien in den folgenden Fällen einstellen:

(a) während eines Zeitraums, während dem eine der hauptsächlichen Börsen oder einer der hauptsächlichen geregelten Märkte, an denen ein wesentlicher Teil des Bestands, der sich auf eine Aktienkategorie der Gesellschaft bezieht, notiert ist oder gehandelt wird, aus anderen Gründen als planmässigen Ferien geschlossen sind, oder wenn der Handel dort eingestellt, Beschränkungen unterworfen oder eingestellt ist;

(b) falls aufgrund einer Notlage die Gesellschaft das Vermögen, das sich auf eine Aktienkategorie bezieht, nicht bestimmen oder nicht darüber verfügen kann;

(c) während einer Betriebseinstellung der Kommunikationsmittel, die zur Ermittlung eines Preises oder einer Bewertung von Anlagen einer Aktienkategorie notwendig werden, oder wenn die laufenden Börsenkurse, die sich auf eine Aktienkategorie beziehen, ausser Betrieb sind;

(d) während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft die Gelder für die Zahlung von Rücknahmen von Aktien einer Kategorie nicht zurückführen kann, oder falls die Übertragung von Geldern für die Veräusserung oder den Erwerb von Anlagen oder die Zahlung für die Rücknahme von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen getätigt werden können.

Jede solche zeitweilige Einstellung wird gegebenenfalls von der Gesellschaft veröffentlicht und den Aktionären, welche die Rücknahme oder Umwandlung von Aktien bei der Gesellschaft beantragt haben, zum Zeitpunkt ihrer definitiven schriftlichen Antragstellung gemäss vorgehendem Artikel 21 mitgeteilt.

Eine solche zeitweilige Einstellung, die eine Aktienkategorie betrifft, hat keine Wirkung auf die Berechnung des Inventarwerts, die Ausgabe, Rücknahme und Umwandlung der Aktien der anderen Aktienkategorien.

Art. 23. Der Wert der Aktien in jeder Aktienkategorie der Gesellschaft wird in einer pro-Aktie Zahl in der Währung dieser Aktienkategorie ausgedrückt; er wird an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Vermögenswert der Gesellschaft, der auf eine Aktienkategorie entfällt, d.h. der Wert des Vermögens der Gesellschaft, das sich auf diese Aktienkategorie bezieht, weniger alle Verbindlichkeiten dieser Aktienkategorie bei Geschäftsschluss an jenem Tag, durch die Anzahl der Aktien im Umlauf dieser Aktienkategorie geteilt wird; der auf diese Weise erhaltene Preis wird aufgerundet oder auf die nächste Währungseinheit wie folgt reduziert:

A. Das Vermögen der Gesellschaft beinhaltet wie folgt:

- a) alle Barmittel in Kasse und auf Konto, einschliesslich aller Stückzinsen;
- b) sämtliche Wechselguthaben, Sichtscheine und Forderungen (einschliesslich der Erträge aus verkauften Wertpapieren, deren Preis noch nicht eingegangen ist);
- c) sämtliche Effekten, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Optionsrechte oder Zeichnungsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;
- d) sämtliche von der Gesellschaft zu erhaltenden Dividenden und Ausschüttungen in bar oder in Wertpapieren (jedoch kann die Gesellschaft die Schwankungen im Marktwert der Wertpapiere berücksichtigen, die auf den Handel ex-Dividenden oder ex-Rechte zurückzuführen sind);
- e) alle fälligen Zinsen auf allen zinstragenden Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, falls diese nicht bereits im Kaufpreis dieser Wertpapiere enthalten sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft insofern sie nicht abgeschrieben wurden;
- g) sämtliche anderen Vermögenswerte jeder Art, einschliesslich vorausgezahlter Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt ermittelt:

- 1) Barmittel in Kasse und auf Konto, Wechsel und Sichtscheine und Forderungen, vorausgezahlte Aufwendungen, Dividenden und festgesetzte oder aufgelaufene Zinsen, die noch nicht vereinnahmt wurden, werden zu ihrem Nominalwert berücksichtigt, ausser wenn es unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge eingehen; in diesem Fall wird ihr

Wert nach einem Abschlag bestimmt, den die Gesellschaft für angemessen hält, um den wahren Wert dieser Vermögenswerte widerzuspiegeln.

2) Der Wert der Wertpapiere, die an einer Börse notiert oder gehandelt werden, ist der zuletzt zur Verfügung stehende Kurs.

3) Der Wert der Wertpapiere, die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des zuletzt verfügbaren Kurses bestimmt.

4) In dem Masse in dem Wertpapiere im Bestand an einem Bewertungstag an einem geregelten Markt weder notiert noch gehandelt werden, oder Wertpapiere, die an einer Börse oder an einem geregelten Markt notiert sind und gehandelt werden, für die jedoch der gemäss den Abschnitten 2) und 3) ermittelte Preis den wahren Marktwert dieser Wertpapiere nicht darstellt, wird der Wert des voraussehbaren Verkaufspreises zugrunde gelegt, wie nach Treu und Glauben bestimmt.

B) Die Verpflichtungen der Gesellschaft sollen wie folgt enthalten:

a) alle Darlehen, fällige Wechsel und laufende Verbindlichkeiten,

b) sämtliche Verwaltungskosten, ob fällig oder geschuldet (einschliesslich der Anlageberatergebühr, der Depotbankgebühr und der Vergütungen der Beauftragten und Agenten der Gesellschaft),

c) sämtliche anerkannten gegenwärtigen oder zukünftigen Verpflichtungen, einschliesslich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für die Zahlung von Geld oder Besitz, einschliesslich des Betrags der von der Gesellschaft angekündigten aber noch nicht ausgeschütteten Dividenden, falls der Bewertungstag mit dem Tag zusammenfällt, an welchem der Berechtigte oder künftige Berechtigte bestimmt wird; die Unkosten in Verbindung mit der Absatzforderung des Fonds;

d) eine angemessene Rückstellung für Steuern auf der Grundlage des Kapitals und des Einkommens bis zum Bewertungstag, wie vom Verwaltungsrat bestimmt, und sonstige Rücklagen, wie vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt;

e) alle anderen Verpflichtungen der Gesellschaft jeder Art, mit Ausnahme der Verpflichtungen der Gesellschaft, die ihre Aktien darstellen. Für die Ermittlung des Betrags dieser Verpflichtungen berücksichtigt die Gesellschaft alle von ihr geschuldeten Aufwendungen, welche die Gründungskosten enthalten, die Vergütungen und Gebühren der Anlageberater oder der Anlageverwalter, die Kosten und Aufwendungen für die Buchhaltung, die Depotbank und die Korrespondenten, die Zahlstelle und die ständigen Vertreter an den Orten der Registrierung, die Vergütungen aller anderen von der Gesellschaft angestellten Vertreter, die Rechts- und Prüfungskosten, die Kosten für Werbung, Druckerei, einschliesslich der Kosten für die Werbung und die Vorbereitung und den Druck der Verkaufsprospekte, Erklärungsschriften oder Eintragungserklärungen, die Halbjahres- und Jahresberichte, die Kosten für Börsennotierung, Steuern oder staatliche Abgaben und sämtliche anderen Betriebskosten, einschliesslich der Kosten für den Kauf und den Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Maklergebühren und Post-, Telefon- und Telexgebühren. Bei der Berechnung dieser Verpflichtungen kann die Gesellschaft die Verwaltungsaufwendungen und andere regelmässig oder periodisch anfallenden Ausgaben durch eine voraussichtliche Schätzung für Jahres- oder andere Perioden berechnen und diese Aufwendungen zu jeweils gleichen Beträgen über diese Perioden verteilen.

C. Für jede Aktienkategorie wird eine Vermögensmasse wie folgt erstellt:

a) der Erlös aus der Ausgabe von Aktien in jeder Aktienkategorie wird in den Büchern der Gesellschaft der Vermögensmasse dieser Aktienkategorie zugeteilt, und die Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen in bezug auf diese Aktienkategorie werden dieser Vermögensmasse gemäss den Bestimmungen dieses Artikels zugeteilt;

b) falls ein Vermögenswert aus einem anderen Vermögenswert stammt, wird dieser letztere Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft der gleichen Masse zugeteilt, aus welcher er stammt, und bei jeder Wiederbewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder -minderung dieses Vermögenswertes der Masse zugeteilt, zu welcher dieser Vermögenswert gehört;

c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit in Bezug auf einen Vermögenswert eingeht, der sich auf einen Vermögenswert einer besonderen Masse bezieht oder in Verbindung mit einer Handlung, die mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse zusammenhängt, wird diese Verbindlichkeit der betroffenen Masse zugeordnet; jedoch binden alle Verpflichtungen, gleich welcher Masse sie zugeordnet werden, die Gesellschaft als Ganzes, falls die Gläubiger einverstanden sind;

d) falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden kann, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen bestehenden Massen zu gleichen Teilen zugeordnet und in dem Masse in dem der Betrag dies rechtfertigt, auf alle Massen im Verhältnis zum Vermögenswert der verschiedenen Aktienkategorien verteilt;

e) am Tag der Bestimmung der Person, die zu einer Ausschüttung von erklärten Dividenden in einer Aktienkategorie berechtigt ist, wird der Vermögenswert dieser Aktienkategorie um diesen Dividendenbetrag reduziert.

f) falls gemäss vorstehendem Artikel 5 in jeder Aktienkategorie zwei oder mehrere Unterkategorien ausgegeben werden, finden die vorstehend bestimmten Zuteilungsregeln mutatis mutandis auf jede Unterkategorie Anwendung.

D. Zum Zweck dieses Artikels

a) wird eine Aktie der Gesellschaft, die sich in einem Rücknahmeprozess gemäss vorstehendem Artikel 21 befindet, als ausgegebene und bestehende Aktie angesehen und bis sofort nach Geschäftsschluss des Bewertungstages berücksichtigt, der sich auf die Rücknahme dieser Aktien bezieht, und ab diesem Zeitpunkt und bis zu ihrer Zahlung wird ihr Preis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft angesehen;

b) alle Anlagen, Barsalden und andere Guthaben der Gesellschaft, die nicht auf die Währung lauten, in welcher der Wert der verschiedenen Serien ausgedrückt ist, werden bewertet, nachdem die am Tag und zur Stunde der Ermittlung des Vermögenswertes der Aktien gültigen Wechselkurse berücksichtigt worden sind; und

c) alle an einem Bewertungstag getätigten Käufe und Verkäufe von Wertpapieren durch die Gesellschaft werden weitestgehend berücksichtigt.

Art. 24. Falls die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, ist der pro-Aktie Preis, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, gleich dem Inventarwert wie in dieser Satzung für die jeweilige Aktienkategorie definiert ist, zuzüglich eines Betrags, den der Verwaltungsrat für Steuern und Kosten als angemessen betrachtet (einschliesslich aller Stempelgebühren und anderer Steuern, staatlicher Abgaben, Bank- und Maklergebühren, Überweiskosten, Kosten für Eintragung und andere Unkosten auf Abgaben) («Transaktionskosten»), die fällig wären, falls alle Vermögenswerte der Gesellschaft, die für die Bewertung des Vermögens berücksichtigt werden, erworben werden müssten; ausserdem werden alle Faktoren berücksichtigt, die nach Ermessen des Verwaltungsrats nach Treu und Glauben zu berücksichtigen sind; der auf diese Weise erhaltene Preis kann nach unten auf die nächste Einheit der Währung abgerundet werden, auf welche die betreffende Aktienkategorie lautet, in welchem Fall dieser Betrag von der Gesellschaft für die betroffene Aktienkategorie zurückbehalten werden kann, einschliesslich aller Gebühren, die in der Verkaufsdokumentation enthalten sind; der derart erhaltene Preis kann auf die nächste ganze Währungseinheit aufgerundet werden. Alle Vergütungen an Vertreter, die mit dem Verkauf von Aktien beauftragt sind, werden aus dieser Gebühr gezahlt. Der auf diese Weise ermittelte Preis ist innerhalb von 3 Geschäftstagen nach dem Tag zahlbar, an welchem der Rückkaufantrag angenommen wurde oder in einem kürzeren Zeitraum, wie der Verwaltungsrat zeitweise bestimmt.

Der Zeichnungspreis kann zu den vom Verwaltungsrat festzulegenden Bedingungen und vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen durch Sacheinbringung beglichen werden; jede solche Einbringung wird Gegenstand eines Bewertungsberichts seitens eines Wirtschaftsprüfers.

Art. 25. Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt jedes Jahr am ersten August und endet am 31. Juli des darauffolgenden Jahres.

Die Rechnungslegung der Gesellschaft ist in EURO ausgedrückt. Falls verschiedene Aktienkategorien bestehen, wie in Artikel fünf dieser Satzung vorgesehen ist, und falls die Rechnungslegung dieser Kategorien auf verschiedene Währungen lautet, werden diese Konten in EURO konvertiert und für die gesamte Rechnungslegung der Gesellschaft zusammenge-rechnet.

Die Generalversammlung der Aktionäre beschliesst auf Vorschlag des Verwaltungsrats in Übereinstimmung mit dem Anlageberater in der Aktienkategorie über die Verwendung des Jahresgewinns und in welchem Masse andere Ausschüttungen vorgenommen werden sollen.

Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, die über die Ausschüttung von Dividenden auf die Aktien einer Aktienkategorie befindet, hat zuvor von den Aktionären dieser Aktienkategorie gebilligt zu werden, die mit derselben Mehrheit wie vorstehend abstimmen.

Im Rahmen der vom Gesetz vorgesehenen Bestimmungen können Zwischendividenden auf die Aktien einer Aktienkategorie aus dem ihr zuzuteilenden Vermögen auf Beschluss des Verwaltungsrats ausgezahlt werden.

Falls das Kapital der Gesellschaft unterhalb das vom Gesetz vorgeschriebene Mindestkapital fallen sollte, werden keine Ausschüttungen vorgenommen.

Die erklärten Dividenden werden in der Währung zu den Zeiten und an den Orten vorgenommen, wie vom Verwaltungsrat bestimmt.

Die Dividenden können ausserdem in jeder Aktienkategorie eine Entnahme auf einem Ausgleichskonto beinhalten, das für eine derart bestimmte Kategorie eingerichtet werden kann und in diesem Fall und für die betroffene Aktienkategorie nach der Aktienausschüttung gutgeschrieben und in der Folge der Aktienrücknahme mit einem Betrag belastet wird, der auf der Grundlage des Anteils der gesammelten Erträge berechnet wird, der diesen Aktien entspricht.

Art. 27. Die Gesellschaft hat vertraglich die FÜRSTLICH CASTELL'SCHE BANK, Credit-Casse, Zentrale Vermö-gensanlage, Prinzregentenufer 7, 90489 Nürnberg mit der Anlageberatung beauftragt.

Die FÜRSTLICH CASTELL'SCHE BANK, Credit-Casse selbst hat ihren Sitz in Würzburg. Die Gründung der Bank geht auf das Jahr 1774 zurück. Sie ist damit das älteste Kreditinstitut Bayerns. Die in der Rechtsform der Offenen Handelsgesellschaft geführte Bank ist seit ihrer Gründung ausschliesslich im Eigentum der FÜRSTENHÄUSER CASTELL-CASTELL und CASTELL-RÜDENHAUSEN.

Die unabhängige Privatbank betreut schwerpunktmässig den gewerblichen Mittelstand und die vermögende Privatkundschaft; seit 1986 besteht eine starke Hinwendung zum Vermögensanlagegeschäft, das verantwortlich von der ZENTRALEN VERMÖGENSANLAGEN, Prinzregentenufer 7, 90489 Nürnberg gesteuert wird.

Es besteht ein gesonderter Anlageberater-Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und dem Anlageberater.

Mit Ausnahme der Abmachungen, die vor oder während der Anfangszeichnung der Aktien bei der Öffentlichkeit getroffen werden könnten, sind die Barmittel, die Teil des Vermögens der Gesellschaft sind, bei der Depotbank hinterlegt oder sonstwie der Depotbank oder jeder anderen Person anvertraut und tragen Zinsen zu einem Satz, der mindestens gleich demjenigen ist, der gemäss normaler Bankpraxis auf eine Einlage in derselben Form in der jeweiligen Bezeichnung angewandt würde.

Die Gesellschaft schliesst eine Verwahrvereinbarung und eine Zahlstellenvereinbarung mit einer Bank ab, die den Vorschriften des Gesetzes betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen (die «Depotbank») Genüge tut. Alle Wertpapiere und Barmittel der Gesellschaft werden von oder auf Order der Depotbank verwahrt, die gegenüber der Gesellschaft und ihren Aktionären gemäss den gesetzlichen Vorschriften verantwortlich zeichnet. Die der Depotbank zu zahlende Vergütung wird in der Verwahrvereinbarung festgehalten.

Falls die Depotbank sich aus der Vereinbarung zurückziehen möchte, hat der Verwaltungsrat das Notwendigste zu veranlassen, um eine Gesellschaft zu bestellen, die als Depotbank handelt und der Verwaltungsrat bestellt diese Gesellschaft für das Amt einer Depotbank anstelle der austretenden Depotbank. Der Verwaltungsrat widerruft die Depotbank nicht solange keine andere Depotbank gemäss diesen Regeln bestellt wurde, um an deren Stelle zu handeln.

Art. 28. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche Personen oder Rechtspersönlichkeiten sein können), die von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden, die ihre Vollmachten und ihre Vergütung festlegt. Der Nettoliquidationserlös in jeder Aktienserie wird von den Liquidatoren an die Aktionäre jeder Kategorie im Verhältnis zur Anzahl Aktien ausgezahlt, die sie in dieser Kategorie besitzen.

Art. 29. Diese Satzung kann zu gegebener Zeit und an gegebenem Ort von einer Generalversammlung der Aktionäre vorbehaltlich der von den Luxemburger Gesetzen vorgesehenen Beschlussfähigkeits- und Abstimmungsbedingungen abgeändert werden.

Jede Änderung, welche die Rechte der Besitzer von Aktien einer Kategorie gegenüber denjenigen einer anderen Kategorie beeinträchtigt, unterliegt ausserdem den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsbestimmungen dieser Aktienkategorien.

Art. 30. Für alle Punkte, die nicht von gegenwärtiger Satzung geregelt sind, haben die Parteien sich auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen zu beziehen.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Urkunden erwachsen, auf ungefähr zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (250.000,- LUF).

Kapital - Kapitalzeichnung

Das Kapital beträgt 35.000,- Euro (fünfunddreissigtausend), eingeteilt in 350 (dreihundertfünfzig) Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien werden wie folgt gezeichnet:

1) FÜRSTLICH CASTELL'SCHE BANK, vorgeannt, dreihundertneunundvierzig Aktien	349
2) Herr Patrick Schott, vorgeannt, eine Aktie	1
Total: dreihundertfünfzig Aktien	350

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort über den Betrag von fünfunddreissigtausend Euro (35.000,- EUR), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser außerordentlichen Generalversammlung festgestellt haben:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2449 Luxemburg, 1, boulevard Royal.
- 2) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist auf vier festgelegt.
- 3) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

Verwaltungsratsvorsitzender:

Herr Charles Pictet, PICTET & CIE, Genf.

Stellvertretender Vorsitzender:

S.E. Ferdinand Graf zu Castell-Castell, Mitinhaber FÜRSTLICHE CASTELL'SCHE BANK, Würzburg.

Mitglieder:

- Herr Klaus-Dieter Biedermann, Mitglied der Geschäftsleitung FÜRSTLICHE CASTELL'SCHE BANK, Würzburg.
- Herr Patrick Schott, Stellvertretender Direktor BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., Luxemburg.

- 4) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

DELOITTE & TOUCHE S.A., Gesellschaft mit Sitz in L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

- 5) Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung im Jahre zweitausendzwei.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Erschienenen, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Mossong, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 24 mai 2000, vol. 124S, fol. 42, case 9. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2000.

F. Baden.

(29110/200/580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2000.

C.D.G. PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 17.954.

Le bilan au 28 février 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 mars 2000, vol. 534, fol. 80, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2000.

Pour C.D.G. PARTICIPATIONS S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric

C. Day-Royemans

(16791/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

NORAMCO QUALITY FUND, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT***Allgemeiner Teil*

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

Art. 1. Der Fonds. 1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds kann nach freiem Ermessen der Verwaltungsgesellschaft dem Anleger einen oder mehrere Teilfonds anbieten (Umbrella-Konstruktion). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Bezüglich der Rechtsbeziehungen der Anteilhaber untereinander wird jeder Teilfonds als eine gesonderte Einheit behandelt. Insofern dies von der Luxemburger Gesetzgebung verlangt wird, haftet der Fonds Dritten gegenüber insgesamt für die Verbindlichkeiten jedes Teilfonds, es sei denn, dass mit den Gläubigern eine gegenteilige Vereinbarung geschlossen wurde. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit weitere Teilfonds auflegen und/oder gemäss Artikel 14 des Verwaltungsreglementes einen oder mehrere bestehende Teilfonds auflösen oder zusammenlegen. Die Anteilhaber sind am Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen desselben im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. 1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die NORAMCO ASSET MANAGEMENT S.A. (NAM), eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg nach Luxemburger Recht. Sie wurde am 12. Mai 2000 gegründet. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch ihren Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung betrauen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung des Anteilhabers. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich insbesondere auf Kauf, Verkauf, Zeichnung, Umtausch und Annahme von Investmentanteilen und anderen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen.

Art. 3. Die Depotbank. 1. Depotbank des Fonds ist die BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. Sie ist eine Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht und betreibt Bankgeschäfte. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz, diesem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag.

2. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zum letzten Tag eines Kalendermonats zu kündigen. Im Falle einer Auflösung bemüht sich der Fonds und die Verwaltungsgesellschaft um einen Ersatz für die Bank zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Vertragsauflösung. In Erwartung ihres Ersatzes ergreift die Bank im Anwendungsbereich des Gesetzes vom 30. März 1988 und der entsprechenden Bestimmungen dieses Verwaltungsreglementes und des Depotbankvertrages alle für eine Wahrung der berechtigten Interessen der Anteilhaber erforderlichen Massnahmen.

3. Alle Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds werden von der Depotbank in Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglementes und der vertraglichen Vereinbarung verfügt werden darf (im Folgenden «die gesperrten Konten»). Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der vertraglichen Vereinbarung andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Vermögenswerten des jeweiligen Teilfonds beauftragen.

4. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement und dem Gesetz. Im Übrigen finden die Bestimmungen des Depotbankvertrages Anwendung. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- Anteile des jeweiligen Teilfonds auf die Zeichner übertragen;
- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den jeweiligen Teilfonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten leisten;
- Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den jeweiligen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;
- den Rücknahmepreis gegen Rückgabe der Anteile auszahlen.

Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, dass

- Verkauf, Ausgabe, Rücknahme und Aufhebung der Anteile durch den Fonds oder für seine Rechnung gemäss den gesetzlichen Vorschriften oder gemäss dem Verwaltungsreglement des Fonds erfolgen;
- den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge zu leisten, es sei denn, dass sie gegen gesetzliche Vorschriften oder Bestimmungen des Verwaltungsreglements verstossen;
- ihm bei Geschäften, die sich auf das Vermögen des Fonds beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen übertragen wird;
- die Erträge des Fonds gemäss den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verwendet werden.

5. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des jeweiligen Teilfonds nur das in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Entgelt. Sie entnimmt die ihr nach dem Verwaltungsreglement zustehende Depotbankvergütung den gesperrten Konten ohne Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft. Die im Verwaltungsreglement aufgeführten sonstigen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

6. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen;
- b) gegen Vollstreckungsmassnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilinhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik. Für die Anlage des Fondsvermögens der jeweiligen Teilfonds gelten die nachfolgenden Anlagerichtlinien und Anlagegrenzen. Für einzelne Teilfonds können abweichende Anlagegrenzen festgelegt werden. Insofern wird auf den Besonderen Teil des Verwaltungsreglements verwiesen.

1. Risikostreuung

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51% des Wertes des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht unterschreiten. Höchstens 20% des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds dürfen in Anteilen eines einzigen Zielfonds angelegt werden. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile des Zielfonds erworben werden. Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (sogenannte Umbrella-Fonds), beziehen sich die in Satz 2 und 3 geregelten Anlagegrenzen jeweils auf einen Teilfonds. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Anteile an Zielfonds, die mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, nur erworben werden, wenn die vom Zielfonds gehaltenen Anteile nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung des Investmentfonds oder der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen. Der jeweilige Teilfonds darf nicht in Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds investieren.

2. Finanzinstrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemässen Verwaltung für Rechnung des jeweiligen Teilfonds nur folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

1. Devisenkurssicherungsgeschäfte nach nachstehendem Absatz 4.
2. Optionsrechte im Sinne des nachstehenden Absatzes 4, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, dass

a) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem

(1) Wert oder Indexstand des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder

(2) Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt,

b) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

3. Notierte und nichtnotierte Finanzinstrumente (wie unter «Artikel 4, 2. Finanzinstrumente» angegeben)

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

2. Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

3. Die im vorgenannten Absatz genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstrumentes einschliesslich des zugunsten des jeweiligen Teilfonds bestehenden Saldos

aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5% des Wertes des Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht überschreitet. Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäfte, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Wertes des jeweiligen Teilfonds, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

4. Devisenterminkontrakte und Optionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte mit Absicherungszweck

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des jeweiligen Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

2. Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

3. Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwebender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden.

4. Die Gesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilinhaber für geboten hält.

5. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds wird angemessene flüssige Mittel in Form von Bankguthaben und Geldmarktpapieren halten. Diese sollen maximal 49% des jeweiligen Netto-Teilvermögens betragen. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine restliche Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

6. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, welche nicht zum Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds gehören, sind nicht zulässig.

b) Das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Der jeweilige Teilfonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

d) Das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

e) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherheit abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne der nachstehenden Ziffer b).

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfonds dürfen nur kurzfristig und bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

c) Zu Lasten des Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

Art. 5. Fondsanteile. Fondsanteile werden durch Anteilzertifikate ggf. mit zugehörigen Ertragsscheinen verbrieft, die auf den Inhaber lauten, sofern im Besonderen Teil keine andere Bestimmung getroffen wurde. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und dem Zeichner in entsprechender Höhe übertragen.

2. Alle Fondsanteile der jeweiligen Teilfonds haben gleiche Rechte.

3. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie etwaige Zahlungen an die Anteilinhaber erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede Zahlstelle.

4. Sofern von der Verwaltungsgesellschaft Sparpläne angeboten werden, wird das Ausgabeaufgeld nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen berechnet.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

Art. 7. Anteilwertberechnung. Der Wert eines Anteils des jeweiligen Teilfonds lautet auf die für den jeweiligen Teilfonds festgelegte Währung. Er wird für den jeweiligen Teilfonds unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem Bankarbeitstag in Luxemburg (im folgenden «Bewertungstag» genannt) berechnet, sofern im Besonderen Teil des Verwaltungsreglementes keine abweichende Bestimmung getroffen wurde. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Teilfonds. Das Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a) Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
 - b) Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.
 - c) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.
 - d) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäss dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.
 - e) Devisentermingeschäfte und Optionen werden mit ihrem täglich ermittelten Zeitwert bewertet.
 - f) Alle nicht auf die Fondswährung des jeweiligen Teilfonds lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung des jeweiligen Teilfonds umgerechnet.
2. Für den jeweiligen Teilfonds wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes eines oder mehrerer Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

- 1. während der Zeit, in der die Rücknahmepreise eines erheblichen Teils der Investmentanteile im jeweiligen Teilfonds nicht verfügbar sind;
- 2. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwart der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäss durchzuführen;
- 3. wenn und solange durch umfangreiche Rückgaben von Anteilen ein sofortiger Verkauf von Fondswerten des jeweiligen Teilfonds zur Liquiditätsbeschaffung nicht den Interessen der Anleger gerecht wird; in diesen Fällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, die Anteile erst dann zu dem dann gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen der Anleger, entsprechende Vermögensgegenstände des jeweiligen Teilfonds veräussert hat.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen. 1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäss Artikel 7 und wird zum Rücknahmepreis gemäss Artikel 20 getätigt. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag.

2. Die Anteilinhaber eines Teilfonds können gegen Zahlung einer im Verkaufsprospekt festgelegten Umtauschgebühr unter Zurechnung eventuell anfallender Ausgabesteuern oder Abgaben einen Teil oder alle ihre Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds umtauschen. Die Umtauschgebühr, die zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft erhoben wird, wird auf den in dem neuen Teilfonds anzulegenden Betrag berechnet. Der sich aus einem Umtausch gegebenenfalls ergebende Restbetrag wird gegebenenfalls zum aktuellen Devisenkurs in US-Dollar umgerechnet und an die Anteilinhaber ausbezahlt, sofern dieser Betrag USD 10,- bzw. 1% des Tauschbetrags übersteigt. Dieser Tausch erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäss Artikel 7.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Bestimmung des anwendbaren Rücknahmepreises nach Art. 8. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, dass das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds ausreichende flüssige Mittel umfasst, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Art. 10. Abschlussprüfung. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft bestimmt, ob und in welcher Höhe für den jeweiligen Teilfonds eine Ausschüttung erfolgt. Es ist beabsichtigt, die Erträge zu thesaurieren.

Art. 12. Änderungen des Verwaltungsreglements. 1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, fünf Tage nach ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Art. 13. Veröffentlichungen. 1. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden. Sie werden ausserdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Grossherzogtums Luxemburg. Diese Berichte beinhalten die Berichterstattung über den Fonds insgesamt und über jeden einzelnen Teilfonds. Im Jahresbericht und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds angefallen sind, sowie die Vergütung angegeben, die von einer anderen Kapitalanlagegesellschaft oder einer anderen Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Vergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

3. Prospekt und Verwaltungsreglement sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich. Der Depotbankvertrag sowie die Satzung der Verwaltungsgesellschaft können am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und bei den Zahlstellen an ihrem jeweiligen Hauptsitz eingesehen werden.

Art. 14. Auflösung der Fonds. 1. Der Fonds kann jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Eine Auflösung des Fonds erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird, und wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Die Anteilhaber, deren Erben bzw. Rechtsnachfolger, können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

5. Einzelne Teilfonds können jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst oder mit anderen Luxemburger Organismen für gemeinsame Anlagen zusammengelegt werden, sofern dies unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des Fonds bzw. der jeweiligen Teilfonds oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint. Die Auflösung oder Zusammenlegung bestehender unbefristeter Teilfonds wird mindestens 30 Tage vor der Auflösung gemäss Absatz 2 veröffentlicht. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Teilfonds. Abweichend von der Fondsauflösung (Abs. 3) erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Teilfonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet, und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer des Fonds kontrolliert.

Art. 15. Verjährung und Vorlegungsfrist. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 14 Abs. 3 enthaltene Regelung.

Art. 16. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. 1. Das Verwaltungsreglement des Fonds unterliegt luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist massgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 17. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr des Gesamtfonds und der jeweiligen Teilfonds endet jedes Jahr am 31. Dezember. Das erste Rechnungsjahr endet am 31. Dezember 2000. Ein erster Rechenschaftsbericht wird zum 31. Dezember 2000 erscheinen.

Die Rechnungslegung für den Fonds erfolgt in US-Dollar.

Art. 18. Dauer des Fonds. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Besonderer Teil

Art. 19. Anlagepolitik. 1. Der Teilfonds NORAMCO QUALITY FUNDS USA strebt durch Investition von mindestens 2/3 des Netto-Teilfondsvermögens in Fonds, die schwerpunktmässig in US-Aktien anlegen, einen möglichst hohen Wertzuwachs in US-Dollar an. Für den Teilfonds werden ausschliesslich Anteile an

a) in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegten Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind,

oder

b) offenen Investmentvermögen, die nach dem Auslandsinvestmentgesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen und bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, oder

c) offenen Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht unterliegen, erworben. Dabei kann der Teilfonds auch in Immobilienfondsanteilen anlegen, die die vorgenannten Kriterien erfüllen. Für den Teilfonds sollen nur solche Investmentanteile und Vermögensgegenstände erworben werden, die Ertrag und/oder Wachstum erwarten lassen.

2. Die Mehrzahl dieser Zielfonds muss in den Mitgliedstaaten der EU, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan aufgelegt worden sein. Das Fondsvermögen von NORAMCO QUALITY FUNDS USA kann vollständig in Zielfondsanteilen ausländischer Fonds, deren Geschäftsleitung ihren Sitz in diesen Ländern hat, angelegt werden.

3. Für NORAMCO QUALITY FUNDS USA werden überwiegend Anteile an in- und ausländischen Wertpapieraktienfonds erworben werden. Bis zu 35% des Netto-Teilfondsvermögens können in Anteilen an in- und ausländischen gemischten Wertpapierfonds, Wertpapierrentenfonds und geldmarktnahen Wertpapierfonds angelegt werden.

Der Teilfonds kann bis zu 25% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen an in- und ausländischen Grundstücksfonds anlegen. Ferner kann er bis zu 25% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen an in- und ausländischen Geldmarktfonds und gemischten Wertpapier- und Grundstücksfonds anlegen.

4. Ausser Investmentanteilen werden für den Teilfonds keine anderen Wertpapiere oder in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erworben (mit Ausnahme der in Artikel 4 Absatz 5 genannten Geldmarktpapiere).

5. Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

Art. 20. Fondswährung des Teilfonds, Ausgabe- und Rücknahmepreis. 1. Die Fondswährung des Teilfonds ist der US-Dollar.

2. Ausgabepreis ist der Anteilwert zuzüglich eines Ausgabeaufgeldes in Höhe von 5% in Prozent des Ausgabepreises bzw. 5,26% in Prozent des Anteilwertes. Er ist zahlbar unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

Art. 21. Anteile. Die Anteile des Teilfonds werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

Art. 22. Kosten. 1) Für die Verwaltung des Teilfonds erhebt die Verwaltungsgesellschaft eine Vergütung von bis zu 1,5% p.a. auf das Netto-Fondsvermögen des Teilfonds auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem Teilfonds keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für die erworbenen Anteile berechnen, wenn der betreffende Zielfonds von ihr oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist.

2) Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen des Teilfonds ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,15% p.a. auf das Netto-Fondsvermögen des Teilfonds auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes.

3) Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt zum Monatsende. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen und den Kapitalgewinnen sowie zuletzt dem Fondsvermögen des Teilfonds angerechnet.

4) Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds ausserdem folgende Kosten belasten:

a) Die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräusserung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Fonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen der jeweilige Teilfonds Anteile (Aktien) einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist;

b) Steuern, die auf das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

c) die Kosten der Buchhaltung und Berechnung der Nettovermögenswerte und aller ähnlichen Verwaltungsgebühren;

d) Kosten für Rechtsberatung und Administration, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber des jeweiligen Teilfonds handeln;

e) Kosten der Wirtschaftsprüfer;

f) Kosten für die Veröffentlichung der Anteilpreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;

g) Kosten für die Erstellung, den Versand und die Veröffentlichung der Prospekte, des Verwaltungsreglements, der Rechenschafts- und Halbjahresberichte;

h) Kontoführungsgebühren für die Verwahrung der Anteile im Interesse der Anteilinhaber;

i) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb im In- und Ausland, inkl. Kosten etwaiger Repräsentanten.

Luxemburg, am 12. Mai 2000.

NORAMCO ASSET
MANAGEMENT S.A.
Verwaltungsgesellschaft
Unterschriften

BANQUE GENERALE
DU LUXEMBOURG S.A.
Depotbank
D. Steberl J.-P. Heger

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 2000, vol. 537, fol. 100, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32764/999/375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2000.

CDC SP S.A., Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 58.931.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 17 mars 2000, vol. 534, fol. 82, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2000.

(16790/005/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

BAYERISCHE LANDESBANK INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2010 Luxemburg, B.P. 15.

Auszug aus dem Protokoll über die Ordentliche Generalversammlung vom 17. März 2000

1. Die Generalversammlung nimmt die von der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG LUXEMBOURG geprüfte Bilanz mit Gewinn- und Verlustrechnung, Lagebericht und Anhang per 31. Dezember 1999 an und stellt sie fest.

2. Das Ergebnis des Geschäftsjahres 1999 in Höhe von EUR 8.400.000 wurde den freien Rücklagen («autres réserves») zugewiesen.

3. Die Generalversammlung erteilt den Mitgliedern des Verwaltungsrates Entlastung für das Geschäftsjahr 1999.

Der Verwaltungsrat setzt sich unverändert wie folgt zusammen:

Herr Dr. Peter Kahn, D-80333 München, Vorsitzender

Mitglied des Vorstandes - BAYERISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE, München

Herr Dr. Rudolf Hanisch, D-80801 München, stv. Vorsitzender

Bankdirektor mit Generalvollmacht - BAYERISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE, München

Herr Werner Strohmayr; D-86391 Stadtbergen

Mitglied des Vorstandes - BAYERISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE, München

Herr Gerolot Brandt; D-82166 Gräfeifing

Mitglied des Vorstandes - BAYERISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE, München

Herr Heinrich Schmidhuber, D-94065 Waldkirchen

Geschäftsführender Präsident - BAYERISCHER SPARKASSEN- UND GIROVERBAND, München

Herr Hans Zehetmair, D-85435 Erding

Staatsminister für Wissenschaft, Forschung und Kunst des Landes Bayern

Herr Henri Stoffel; L-5964 Fentange

Administrateur-Directeur - BAYERISCHE LANDESBANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg

Für die Richtigkeit des Protokollauszuges:

H. Stoffel

B.-D. Bützow

Administrateur-Directeur

Conseiller Juridique

Luxemburg, den 17. März 2000.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 2000, vol. 534, fol. 86, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16773/000/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

CENTRE DE L'ARTISAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Ehlange/Mess, Z.I. Am Brill.

R. C. Luxembourg B 42.701.

Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mars 2000

- La société CENTRE ARTISANAL AQUADOR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée, dont le siège social se trouve à Ehlange/Mess, Z.I. Am Brill est nommée nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Didier Norbert Pouilleux, révoqué.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2005.

Luxemburg, le 13 mars 2000.

Certifié sincère et conforme
CENTRE DE L'ARTISAN S.A.

D. Geschwind

Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 89, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16792/696/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

COMPAGNIE BELGE D'IRRIGATION ET D'ASSAINISSEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 35.895.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mars 2000

- Madame Carine Bittler, administrateur de sociétés, demeurant à Bertrange et Maître René Faltz, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg ont été élus aux postes d'administrateur de la société en remplacement de Maître Jacques Schroeder et Maître Patrick Weinacht, administrateurs démissionnaires.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 87, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16799/794/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

COFIDILUX, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 18.343.

Le bilan au 30 septembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 mars 2000, vol. 534, fol. 80, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 mars 2000.

Pour COFIDILUX
Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
P. Frédéric C. Day-Royemans

(16798/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

CFT TRUST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 56.258.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 19 janvier 2000 à 19.00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que décharge pleine et entière a été donnée à l'administrateur démissionnaire Madame Chantal Behr-Mindikowski de toute responsabilité résultant de l'accomplissement de ses fonctions pendant la durée de son mandat.

La société BRYCE INVEST S.A. avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, a été nommée comme nouvel administrateur et terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 19 janvier 2000.

CGT TRUST S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 90, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16793/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

CGD LUXEMBURGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 62.254.

L'Assemblée Générale Annuelle tenue le 15 mars 2000 a décidé de répartir le bénéfice annuel de la façon suivante:

- Réserve légale	LUF	216.231,00
- Dividende	LUF	9.312.000,00
- Résultat reporté	LUF	2.833,00
- Bénéfice de l'année	LUF	9.531.064,00

Pour CGD LUXEMBURGO S.A.

Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 2000, vol. 534, fol. 83, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16794/006/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

ALLIED INTERNATIONAL INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Senningerberg, 5, Heienhaff.
R. C. Luxembourg B 64.306.

Le bilan au 31 mars 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 mars 2000, vol. 534, fol. 74, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mars 2000.

Pour ALLIED INTERNATIONAL INVESTMENTS HOLDING S.A.
LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.
T.C.G. GESTION S.A.

Administrateurs
Signatures

(17287/710/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

ALLIED INTERNATIONAL INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Senningerberg, 5, Heienhaff.

R. C. Luxembourg B 64.306.

Société constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, le 7 mai 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 536 du 23 juillet 1998.

Répartition des bénéfices:

L'Assemblée Ordinaire au 9 mars 2000 décide de répartir le bénéfice au 31 mars comme suit:

Affectation à la réserve légale	35.000,00
Report à nouveau	616.264,90
Total:	651.264,90

Conseil d'Administration (suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 mars 2000):

- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., domiciliée au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- T.C.G. GESTION S.A., domicilié au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED, domiciliée à Citco Building, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands

Commissaire:

- C.A.S. SERVICES S.A., domiciliée au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Pour ALLIED INTERNATIONAL INVESTMENTS HOLDING S.A.
LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

T.C.G. GESTION S.A.

Administrateurs

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 16 mars 2000, vol. 534, fol. 74, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17288/710/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

ALLIED INTERNATIONAL INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Senningerberg, 5, Heienhaff.

R. C. Luxembourg B 64.306.

Extraits de l'assemblée générale ordinaire du 9 mars 2000

Les anciens administrateurs et le commissaire ayant souhaité ne plus voir leurs mandats renouvelés, l'assemblée nomme pour une durée d'un an:

comme administrateurs:

- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., domiciliée au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- T.C.G. GESTION S.A., domicilié au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED, domiciliée à Citco Building, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands

comme commissaire:

- C.A.S. SERVICES S.A., domiciliée au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Pour ALLIED INTERNATIONAL INVESTMENTS HOLDING S.A.
LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

T.C.G. GESTION S.A.

Administrateurs

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 16 mars 2000, vol. 534, fol. 74, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17290/710/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

CL EARTH FUND.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 35.241.

Le bilan au 31 octobre 1999, enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 88, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2000.

Signature.

(16797/019/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

CGS INTERNATIONAL HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 42.570.

Assemblée générale Annuelle

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle tenue au siège social en date du 24 février 2000, du rapport et de la résolution du Conseil d'Administration de la société CGS INTERNATIONAL HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A. que les actionnaires et administrateurs, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 1999.

1) Décharge accordée aux administrateurs pour l'année 1999:

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., directeur B

MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., directeur A

M. Thomas Charles Strike, directeur B

Décharge accordée à l'administrateur-délégué pour l'année 1999:

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Décharge accordée au commissaire aux comptes pour l'année 1999:

AUTONOME DE REVISION

2) Election des nouveaux administrateurs:

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., directeur B

MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., directeur A

M. Thomas Charles Strike, directeur B

3) Le conseil d'administration a élu MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. en tant qu'administrateur-délégué de la société sur autorisation des actionnaires.

4) Election de AUTONOME DE REVISION en tant que Commissaire aux Comptes.

5) Les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes expireront à la suite de l'Assemblée Générale statutaire appelée à s'exprimer sur les comptes au 31 août 2000.

6) La perte qui s'élève à AUD 4.363,94 est reportée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CGS INTERNATIONAL HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Administrateur-Délégué

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 90, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16795/683/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

CGS INTERNATIONAL HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 42.570.

Le bilan au 31 août 1999, enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 90, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2000.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

(16796/683/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

DONY, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-4040 Esch-sur-Alzette, 19, rue Xavier Brasseur.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend, am siebten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Blanche Moutrier, mit dem Amtssitz zu Esch-sur-Alzette, sind erschienen:

1) Herr Bahman Agadjani Gavvani, Bauingenieur, und seine Ehefrau,

2) Frau Zahra Adeleh Majlesi, ohne besonderen Stand, zusammen wohnhaft in L-4040 Esch-sur-Alzette, 19, rue Xavier Brasseur.

Welche Kompargenten den instrumentierenden Notar ersuchten, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Familien-Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Titel I. - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung: DONYA S.à r.l.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Esch-sur-Alzette.

Er kann durch einfachen Beschluss des oder der Gesellschafter in jede andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist der Export und Import von Baumaterialien und Dekorationsteilen für Innenausstattung.

Sie kann im übrigen alle kaufmännischen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vollziehen, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen, für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder auch nur nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft erleichtern können.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhunderttausend Franken (LUF 500.000,-) und ist aufgeteilt in hundert (100) Anteile von je fünftausend Franken (LUF 5.000,-).

Die Geschäftsanteile werden gezeichnet wie folgt:

1. - durch Herrn Bahman Agadjani Gavgani, vorbenannt, sechzig Anteile	60
2. - durch Dame Zahra Adeleh Majlesi, vorbenannt, vierzig Anteile	40
Total: hundert Anteile	100

All diese Anteile wurden voll und in bar eingezahlt, so dass der Betrag von fünfhunderttausend Franken (LUF 500.000,-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Geschäftsanteile zwischen ihnen frei übertragbar. Sie sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

Das Abtreten von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der übrigen Gesellschafter.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. - Verwaltung und Vertretung

Art. 9. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäss Artikel 200-2 des Gesetzes vom 10. August 1915, so wie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Generalversammlung nur rechtswirksam, wenn sie von den Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, angenommen werden, es sei denn das Gesetz oder gegenwärtige Satzung würden anders bestimmen.

Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Geschäftsanteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung aufgrund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Sie werden vom alleinigen Gesellschafter beziehungsweise von den Gesellschaftern ernannt und abberufen, welche ebenfalls die Dauer und die Befugnisse der Mandate des oder der Geschäftsführer bestimmen.

Ein Geschäftsführer ist jeweils in Gemeinschaft mit einem weiteren Geschäftsführer zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt.

Die Abbestellung eines Geschäftsführers erfolgt durch einfache Mehrheit.

Art. 11. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Titel IV. - Geschäftsjahr, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, Verteilung des Gewinns

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz, nebst Gewinn- und Verlustrechnung, gemäss den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese aussem sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- Fünf Prozent (5,00 %) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen;
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 14. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter lösen die Gesellschaft nicht auf, sondern sie wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Titel V. - Auflösung und Liquidation

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere vom alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der oder die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 16. Für alle Punkte, welche nicht in dieser Satzung festgelegt sind, gelten das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2000.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf fünfunddreissigtausend Franken (LUF 35.000,-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschliessend an die Gründung haben sich die Gesellschafter zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. - Zum Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Bahman Agadjani Gavvani vorgenannt, ernannt. Die Gesellschaft ist in allen Fällen rechtsgültig vertreten durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

2. - Die Anschrift des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft lautet: L-4040 Esch-sur-Alzette, 19 rue Xavier Brasseur.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Esch-sur-Alzette, in der Amtsstube des Notars, Datum wie eingangs erwähnt. Und nach Vorlesung an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet : B. Agadjani Gavvani, Z. Majlesi, B. Moutrier.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 mars 2000, vol. 858, fol. 6, case 5. – Reçu 2.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Für Gleichlautende Abschrift zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Esch-sur-Alzette, den 22. März 2000.

B. Moutrier.

(17263/272/124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

CAVENDISH PROPERTY, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

L'an deux mille, le vingt-neuf février.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Alain Lorang, maître en droit, demeurant à L-1255 Luxembourg, 6, rue de Bragance;

2) Monsieur Peter Pfeiffer, directeur de société, demeurant à SW 17 9 NG Londres, Top Floor Flat 108 A, 108 Mitchem Road;

ici représenté par M^e Marie-Béatrice Wingerter de Santeul, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg; en vertu d'une procuration datée du 16 février 2000.

Lesquels comparants déclarent qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société civile immobilière CAVENDISH PROPERTY, avec siège social à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 2 novembre 1999, non encore publié au Mémorial C.

Lesquels comparants se sont réunis en assemblée générale et ont décidé de donner à l'article 2 des statuts, la teneur suivante:

«**Art. 2.**

1.- La société a pour objet l'acquisition, la mise en valeur et la gestion de tous immeubles ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter la réalisation.

Et notamment, l'acquisition sur le territoire de la commune de Saint-Paul (Alpes-Maritimes) en France, 924, Chemin des Salettes, d'une propriété comprenant une maison d'habitation, diverses constructions hors d'eau, un garage, un pool house, une piscine et un terrain attenant, tel que le tout figure au cadastre de ladite commune.

Ainsi que la possibilité d'attribuer en jouissance gratuite le bien immobilier ci-dessus désigné au profit des associés ou dirigeant.

2.- La prise de participations sous forme de création, de développement et contrôle de toute entreprise, ainsi que l'administration et la gestion de ces participations; l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ses affaires, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.- D'employer les fonds sociaux à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toutes origines.

4.- Toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, y compris garantir sous quelque forme que ce soit aussi bien les associés que les sociétés filiales dans la mesure où leur engagement personnel serait en rapport direct avec l'intérêt de la société.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'assemblée générale, est évalué approximativement à la somme de vingt-cinq mille francs (25.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus de Nous, notaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Lorang, M.-B. Wingerter de Santeul, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 mars 2000, vol. 847, fol. 94, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 15 mars 2000.

C. Doerner.

(16788/209/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

CAVENDISH PROPERTY, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 22 mars 2000.

C. Doerner.

(16789/209/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2000.

ALIMENTATION GENERALE CRUZ-PIRRI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 3, rue Chimay.

DISSOLUTION

L'an deux mille, le huit mars.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

A comparu

- Monsieur Antonio Cruz, commerçant, demeurant à Differdange.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentaire:

Que la société à responsabilité limitée ALIMENTATION GENERALE CRUZ-PIRRI, s.à r.l., avec siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 20 juillet 1993, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C du 5 octobre 1993, numéro 453.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder en date du 9 décembre 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C du 15 mars 1995, numéro 111.

Que le capital social de la société est de sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 750.000,-) divisé en sept cent cinquante (750) parts sociales de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Que Monsieur Antonzo Cruz, prénommé, est devenu successivement propriétaire de toutes les parts sociales sans exception de la société à responsabilité limitée ALIMENTATION GENERALE CRUZ-PIRRI, S.à r.l.

Que le comparant consent à toute reprise des actifs et passifs de la société dissoute, à cet effet il signe tous actes et procès-verbaux, substitue et fait tout le nécessaire.

Le comparant, associé unique de la société déclare expressément vouloir procéder à la dissolution de la société à responsabilité limitée.

Que partant, Monsieur Antonio Cruz, prénommé, se trouve investi de tout l'actif de la société dissoute et répond personnellement de tous les engagements sociaux, et qu'il n'y a donc pas lieu à nomination d'un liquidateur.

En conséquence, le comparant précité a requis le notaire instrumentaire de lui donner acte de ses déclarations concernant la société ALIMENTATION GENERALE CRUZ-PIRRI, s.à r.l., ce qui lui a été octroyé.

Les livres et documents comptables de la société demeureront conservés pendant cinq ans à L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

Dont acte, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Cruz, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 13 mars 2000, vol. 413, fol. 18, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 mars 2000.

E. Schroeder.

(17284/228/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

ASFELD S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 58.795.

La société FIDUCIAIRE DE L'UNION dénonce le siège de la société ci-dessus référencée, domiciliée en ses bureaux sis, 61, avenue de la Gare, Luxembourg.

R. Lejoncq
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 90, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17295/761/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2000.

ASFELD S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 58.795.

La société FIDUCIAIRE DE L'UNION renonce à son mandat de Commissaire aux Comptes de la société de la société ci-dessus référencée, domiciliée en ses bureaux sis, 61, avenue de la Gare, Luxembourg, FIDUCIAIRE DU CENTRE S.A., 61, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

R. Lejoncq
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 90, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17296/761/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2000.

FIDUCIAIRE DMD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9065 Ettelbruck, 21, rue Abbé H. Müller.

R. C. Diekirch B 4.387.

Les bilans aux 31 décembre 1997 et 31 décembre 1998, enregistrés à Diekirch, le 3 mars 2000, vol. 265, fol. 33, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 24 mars 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 22 mars 2000.

FIDUCIAIRE DMD, S.à r.l.

Signature

(90874/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 24 mars 2000.

PRESTIGE LUXEMBOURG, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 23.223.

Madame Françoise Graizely a démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 8 novembre 1999.

A compter de ce jour le conseil d'administration est composé de:

- Monsieur Pierre Dubourg,

- Monsieur Bruno Bottausci,

- Monsieur Hervé Delaunay.

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2000, vol. 534, fol. 90, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17409/581/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2000.

LEV-LUXEMBURGER ELEKTRO VERTRIEB A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-9991 Weiswampach, 117, route de Stavelot.
H. R. Diekirch B 4.064.

Herr Herbert März kündigt fristlos ab heutigem Datum als Kommissar der Firma.

Den 14. Juni 2000.

H. März.

Enregistré à Clervaux, le 15 juin 2000, vol. 208, fol. 55, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): R. Schmit.

(91685/703/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 20 juin 2000.

LEV-LUXEMBURGER ELEKTRO VERTRIEB A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-9991 Weiswampach, 117, route de Stavelot.
H. R. Diekirch B 4.064.

U-BÜRO, G.m.b.H. kündigt fristlos ab heutigem Datum als Verwaltungsratsmitglied der Firma.

Den 14. Juni 2000.

H. März.

Enregistré à Clervaux, le 15 juin 2000, vol. 208, fol. 55, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): R. Schmit.

(91686/703/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 20 juin 2000.

REST INVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 234, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 71.531.

Il résulte d'une lettre recommandée adressée par Monsieur Romain Wolff en date du 24 mai 2000 à la société REST INVEST INTERNATIONAL S.A. que Monsieur Romain Wolff a démissionné avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur de la société REST INVEST INTERNATIONAL S.A.

Luxembourg, le 15 juin 2000.

Pour extrait conforme
Pour copie conforme
R. Adm

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2000, vol. 537, fol. 86, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32180/999/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2000.

THE ESTABLISHMENT TRUST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 21.743.

The

ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

will be held at its registered office at 11.00 a.m. on Thursday 20 July 2000 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Acceptance of the Chairman's and Auditor's reports and approval of the draft Annual Report and Audited Financial Statements for the year ended 30 April 2000.
2. Distribution of dividend.
3. Approval of Directors' fees.
4. Discharge of the Board of Directors.
5. Election and Re-election of Directors.
6. Re-election of Auditor.
7. Miscellaneous.

Voting:

Resolutions on the agenda of the annual general meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

Voting arrangements:

Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the company to arrive not later than 18 July 2000. Proxy forms will be sent to registered shareholders with a copy of this Notice and can also be obtained from the registered office.

20 June 2000.

(03195/041/29)

The Board of Directors.

METAL INVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

RECTIFICATIF

A la page 20290 du mémorial C n° 423 du 15 juin 2000, il y a lieu de lire à l'intitulé:

METAL INVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

(03245/XXX/7)

ENERGY INTERNATIONAL N.V.

Incorporated with Limited Liability in the Netherlands Antilles.

Shareholders in ENERGY INTERNATIONAL N.V. («the Fund») are convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders, on Monday 31st July 2000 at 10.00 a.m. at the registered office of the Fund, Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao. The agenda for the meeting will provide for the consideration of the following matters:

Agenda:

1. Approval of the Board of Management's Report on the Fund's affairs for the year ended 31st March 2000.
2. Approval and adoption of the statement of net assets as at 31st March 2000 and of the statement of operations for the year ended 31st March 2000.
3. Ratification of the actions of the Board of Management for the year ended 31st March 2000.
4. Approval of a nil dividend for the year ended 31st March 2000 or such dividend as may be advised by the Auditors as necessary to obtain United Kingdom distributor status for the Fund.
5. Election of members of the Board of Management.

In order to attend and vote at the meeting, holders of bearer shares must deposit their share certificates (or a deposit receipt for their share certificates), mentioning their name, address and nationality, at the registered office of the Fund not later than Monday, 24th July 2000. Holders of registered shares who cannot attend the meeting are invited to send a duly completed and signed form of proxy to the registered office of the Fund not later than Monday, 24th July 2000.

The Fund's Audited Annual Report to 31st March 2000, proxy forms and deposit receipts are available to bearer Shareholders from the Fund's Administrator or any of the Paying Agents.

Administrator:

MERCURY ASSET MANAGEMENT CHANNEL ISLANDS Ltd.

Forum House, Grenville Street, St. Helier, Jersey, JE4 8RL, Channel Islands

Paying Agents:

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

69, route d'Esch

L-1470 Luxembourg

WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE

Herzogstrasse 15

D-40217 Düsseldorf, Germany

16th June 2000.

COMMERZBANK Aktiengesellschaft

Kaiserplatz

D-60311 Frankfurt am Main, Germany

(03266/962/35)

By order of the Board of Management.

BELICAV, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 29.357.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

de notre Société, qui aura lieu le 24 juillet 2000 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et de l'affectation des résultats au 31 décembre 1999;
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1999;
4. Ratification de la cooptation d'administrateurs;
5. Nomination des Administrateurs;
6. Nomination du Réviseur;
7. Divers.

Chaque actionnaire qui souhaite être présent ou se faire représenter à cette assemblée générale annuelle doit déposer ses actions au plus tard le 19 juillet 2000 soit au siège social de la société soit aux guichets des institutions suivantes:

Au Luxembourg: KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE,
43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

En Belgique: KBC BANK S.A.,
2, avenue du Port, B-1080 Bruxelles.

Des procurations sont disponibles au siège social.

I (03253/755/26)

Le Conseil d'Administration.

INVESCO GT US SMALL COMPANIES FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 25.176.

As the Annual General Meeting of shareholders of INVESCO GT US SMALL COMPANIES FUND convened for June 16, 2000 could not validly deliberate for lack of constitutional documents, shareholders are hereby reconvened to an

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the offices of the fund on *July 17, 2000* at 3.15 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. To hear and accept the Reports of:
 - a. the Directors
 - b. the Auditors
2. To approve the Report of the Directors for the year ended 31 March 2000, including the Statement of Net Assets as at 31 March 2000 and Statement of Operations for the year ended 31 March 2000.
3. To discharge the Board of Directors and the Auditor in respect of their performance of duties for the year ended 31 March 2000;
4. To approve the Board of Directors and elect the Directors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
5. To appoint PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. as Auditors of the Fund to serve until the next Annual General Meeting of shareholders and to authorise the Directors to fix their remuneration.
6. To approve the dividend, if any, to be paid in respect of the year ended 31 March 2000.
7. To approve the payment of directors' fees.
8. Any other business.
9. Adjournment.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

I (03267/755/29)

The Board of Directors.

MULTI-FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 61.824.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of MULTI-FUNDS, SICAV, will be held at L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon on *July 12, 2000* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations as per March 31, 2000;
3. Appropriation of net results;
4. Discharge to the Directors and to the Auditors in respect of the performance of their duties for the financial year ended March 31, 2000;
5. Statutory appointments;
6. Miscellaneous.

No quorum for the annual general meeting is required and decisions will be taken at a simple majority of the votes of shareholders present or represented at the meeting.

The official language of the Meeting will be English.

In order to attend the meeting of July 12, 2000 at 3.00 p.m., the owners of bearer shares will have to deposit their shares 5 clear days before the meeting at any office or branch of ING BANK N.V. or at ING BANK (LUXEMBOURG) S.A.

II (03158/755/25)

The Board of Directors.

ING INDEX LINKED FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 67.912.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ING INDEX LINKED FUND, SICAV, will be held at L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon on July 12, 2000 at 2.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations as per March 31, 2000;
3. Appropriation of net results;
4. Discharge to the Directors and to the Auditors in respect of the performance of their duties for the financial year ended March 31, 2000;
5. Miscellaneous.

No quorum for the Annual General Meeting is required and decisions will be taken at a simple majority of the votes of shareholders present or represented at the Meeting.

The official language of the Meeting will be English.

In order to attend the Meeting of July 12, 2000 at 2.00 p.m., the owners of bearer shares will have to deposit their shares 5 clear days before the Meeting at any office or branch of ING BANK N.V. or at any company associated to ING GROUP or at ING BANK (LUXEMBOURG) S.A.

II (03159/755/24)

The Board of Directors.

SUN LIFE GLOBAL PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 27.256.

Notice is hereby given to Shareholders:

I. - That the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of SUN LIFE GLOBAL PORTFOLIO will be held at the registered office of the Company, 50, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg on 12th July 2000 at 3.30 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. To hear:
 - a) the management report of the Directors;
 - b) the report of the Auditor.
2. To approve the Statements of Total Net Assets and the Statement of Operations for the year ended 31st March 2000.
3. To discharge the Directors with respect to the performance of their duties during the year ended 31st March 2000.
4. To elect the Directors to serve until the next Annual General Meeting of Shareholders.
5. To elect the Auditor, specifically KPMG AUDIT to serve until the next Annual General Meeting of Shareholders.
6. To fix the Director's fees.
7. Other matters.

Voting:

Approval of the above resolutions will require the affirmative vote of a majority of the shares present or represented at the Meeting with no minimum number of shares present or represented in order for a quorum to be present.

II. - That an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of SUN LIFE GLOBAL PORTFOLIO will be held at the registered office of the Company, 50, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg on 12th July 2000 at 4.30 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Amendment of article 28 of the articles of incorporation so as to read as follows:

«In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The operations of liquidation will be carried out pursuant to the Luxembourg law of 30th March, 1988 on collective investment undertakings. After the liquidation period, the unclaimed assets will be deposited with the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified shareholders.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding in such class.

The general meeting of shareholders of any class of shares may, at any time and upon notice from the Board, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented, the liquidation of such class of shares. Furthermore, if for a period of more than 30 days the value at their net asset value of all outstanding shares of any one class shall be less than ten million Pounds Sterling (£ 10,000,000.-) or in the case of a class of shares denominated in a currency other than Pounds Sterling, the equivalent in that currency of such amount, and every time the interest of the shareholders of the same class of shares will demand so, especially in case of a change in the economic and/or political situation, the Board will be entitled, upon a duly motivated resolution, to decide the liquidation of the same class of shares. The shareholders will be notified by the Board or informed of its decision to liquidate. The net liquidation proceed will be paid to the relevant shareholders in proportion to the shares they are holding in the class of shares. Liquidation proceeds which will remain unpaid after the closing of the liquidation procedure will be kept under the custody of the Custodian for a period of six months. At the expiration of this period, unclaimed assets will be deposited with the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified Shareholders until the end of the prescription period. Any resolution of the Board, whether to liquidate a class of shares, whether to call a general meeting to decide upon the liquidation of a class of shares, will entail automatic suspension of the net asset value computation of the shares of the relevant class of shares, as well as suspension of all redemption, subscription or conversion orders, whether pending or not.

The general meeting of shareholders of two or more classes of shares may, at any time and upon notice of the Board, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented in each class of shares concerned, the absorption of one or more classes of shares (the absorbed class(es) of shares) into the remaining one (the absorbing class of Shares). Further to the closing of any merger procedure, the auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the accuracy of the exchange parity of the shares.

All Shareholders concerned by the final decision to liquidate a class of shares or merge different classes of shares will be personally notified, if the shares issued are in registered form, and/or informed by publication (in the newspapers as the Directors may from time to time determine) if the shares are in bearer form.

The general meeting of Shareholders may decide the merging of one or more of the classes of shares (the absorbed class(es) of shares) or the Company with another Part I Luxembourg Investment Fund having the same investment policy in the conditions above-mentioned.

Nevertheless, the decision to merge one or more classes of shares with a mutual Fund will only bind the shareholders who have expressly accepted that merger.

All the Shareholders concerned will be notified by the Board in compliance with the above-mentioned provisions. In any case, to the shareholders of the absorbed class(es) of shares shall be offered the opportunity to redeem their shares free of charge during a one-month period starting as from the date on which they will have been informed of the decision of merger, it being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the Shareholders who have not implemented this prerogative.»

2. Amendment of article 21 of the articles of incorporation of the company by deleting the fifth, the sixth and the seventh paragraph which read as follows:

«If for a period of more than 30 days the value at their respective net asset values of all outstanding shares shall be less than 3 million Pounds Sterling (£ 3,000,000.-) or in the case of shares denominated in a currency other than Pounds Sterling, the equivalent in Pounds Sterling, the Company may, by 30 days' prior written notice to all holders of shares given within 4 weeks of such time, redeem on the next Dealing Day following the expiry of the notice period at the relevant redemption price all (but not some) of the shares not previously redeemed.»

If for a period of more than 30 days the value at their net asset value of all outstanding shares of any one class shall be less than one million Pounds Sterling (£ 1,000,000.-) or in the case of a class of Shares denominated in a currency other than Pounds Sterling, the equivalent in that currency of such amount, the Company may by 30 days' prior notice given to all shareholders relating to the relevant class within 4 weeks of such time redeem on the next Dealing Day following the expiry of the notice period at the relevant redemption price all (but not some) shares relating to that class not previously redeemed.

In addition, the Company shall inform holders or bearer shares by publication of a redemption notice in newspapers to be determined by the Board, unless all such Shareholders and their addresses are known to the Company.»

3. Any other business.

Voting:

Approval of the above resolutions will require a quorum of 50 per cent and the affirmative vote of a majority of 2/3 of shares present or represented at the Meeting.

Note:

Each whole share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting.

Shareholders who cannot attend the meetings in person are invited to send duly completed and signed proxy forms to the registered office of the Company to arrive no later than midday on 12th July 2000.

Proxy forms can be obtained by Shareholders from the registered office of the Company.

TERRA CONSULT PARTICIPATIONS, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 63.916.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *12 juillet 2000* à 11.00 heures à Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 mai 2000.
3. Vote sur la décharge des administrateurs et du commissaire.
4. Affectation du résultat.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la société au moins cinq jours francs avant l'assemblée.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de cette assemblée. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

II (03173/255/21)

Le Conseil d'Administration.

NOMURA GLOBAL FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2420 Luxembourg, 6, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 34.075.

Notice is hereby given, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of NOMURA GLOBAL FUND will be held at the registered office on *July 12th, 2000*, at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the reports of the board of directors and of the auditor;
2. Approval of the annual accounts and of the statement of operations as at 31st December 1999, appropriation of the results;
3. Discharge of the Directors and Auditors;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

For administrative reasons the Annual General Meeting of Shareholders will exceptionally be held on 12th July 2000 and not on the statutory date as defined in the Articles of Incorporation.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the annual general meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to attend the meeting of NOMURA GLOBAL FUND the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the company or with NOMURA BANK (LUXEMBOURG) S.A., 6, avenue Emile Reuter, Luxembourg.

II (03207/755/25)

The Board of Directors.